

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET SÉNAT
DE BELGIQUE

17 mars 2011

**10^e session d'hiver
de l'Assemblée parlementaire
de l'OSCE
(Vienne, 24 – 25 février 2011)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA DÉLÉGATION BELGE
AUPRÈS DE L'AP OSCE
PAR
M. François-Xavier de DONNEA (C) ET
MME Marie ARENA (S)

SOMMAIRE

Page

Introduction	3
A. Séance d'ouverture (24 février 2011)	3
B. Réunion des Commissions générales de l'AP OSCE (24 février 2011)	6
1. Commission Affaires politiques.....	6
2. Commission Économie, Environnement et Technologie.....	10
3. Commission des Droits de l'homme	14
C. Réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE (25 février 2011)	18
D. Séance de clôture (25 février 2011)	21
1. Débat sur l'immigration, l'intégration et le dialogue multiethnique au sein de l'OSCE	21
2. Débat sur la situation dans le monde arabe ...	24
3. Rapport de la représentante spéciale de l'AP OSCE pour l'égalité des genres, Mme Hedy Fry (Canada).....	26

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS
EN SENAAT

17 maart 2011

**10de wintervergadering
van de parlementaire Assemblée
van de OVSE
(Wenen, 24 – 25 februari 2011)**

VERSLAG

NAMENS DE BELGISCHE DELAGATIE
BIJ DE PA OVSE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **François-Xavier de DONNEA (K)** EN
MEVROUW **Marie ARENA (S)**

INHOUD

Blz.

Inleiding	3
A. Openingssessie (24 februari 2011)	3
B. Vergadering van de Algemene Commissies van de PA OVSE (24 februari 2011)	6
1. Commissie Politieke Zaken	6
2. Commissie Economie, Leefmilieu, Technologie	10
3. Commissie Mensenrechten	14
C. Vergadering van de Vaste Commissie van de PA OVSE (25 februari 2011)	18
D. Slotsessie (25 februari 2010)	21
1. Debat over Immigratie, integratie en multi- enische dialoog in de OVSE	21
2. Debat over de toestand in de Arabische wereld	24
3. Verslag van de speciale vertegenwoordige van de PA OVSE voor gendergelijkheid, mevrouw Hedy Fry (Canada).....	26

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes:</i> Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail: publications@lachambre.be	<i>Bestellingen:</i> Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail: publicaties@dekamer.be

Rapport de la mission de la délégation belge

Introduction

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (ci-après AP OSCE) a été organisée cette année pour la dixième fois les 24 et 25 février 2011 à Vienne.

La session d'hiver poursuit les objectifs suivants:

— mettre en place une interaction sans entrave avec le bras gouvernemental de l'OSCE (le président en exercice, le représentant permanent de la présidence, de hauts représentants responsables de la liberté de la presse, des minorités, de toutes les questions liées au genre, le secrétaire général de l'OSCE, les coordinateurs);

— assurer le suivi des déclarations adoptées par l'AP OSCE lors de ses séances plénières;

— préparer des rapports en vue de la séance plénière annuelle de juillet.

La délégation belge était emmenée par M. François-Xavier de Donnea (MR), membre de la Chambre et Président de la délégation belge auprès de l'AP OSCE, et se composait par ailleurs des députés Els Demol (N-VA), Nahima Lanjri (CD&V) et Christiane Vienne (PS). La députée Daphné Dumery (N-VA) officiait en qualité de membre suppléant de M. Siegfried Bracke. Pour le Sénat, les sénateurs Marie Arena (PS), Piet De Bruyn (N-VA) et Gérard Deprez (MR) ont participé à la session d'hiver.

Préalablement aux réunions de la session d'hiver de l'AP OSCE, la délégation a eu, le 17 février 2010, une réunion de travail avec l'ambassadrice Geneviève Renaux, représentante permanente de la Belgique auprès de l'OSCE, et ses collaborateurs diplomatiques, qui ont présenté un briefing sur les développements actuels au sein de l'OSCE.

A. Séance d'ouverture (24 février 2011)

Dans son discours d'ouverture, le président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. Petros Efthymiou formule l'espoir qu'on puisse avoir le courage et la volonté politique de sortir l'OSCE de son isolement et d'aider à ce qu'elle puisse être à la hauteur de son potentiel. Il a déploré qu'on ait discuté d'améliorations sans jamais vouloir les entreprendre.

Verslag van de zending van de Belgische delegatie

Inleiding

De wintervergadering van de Parlementaire Assemblée van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (hierna PA OVSE) werd dit jaar voor de tiende keer georganiseerd op 24 en 25 februari 2011 te Wenen.

De wintersessie beoogt:

— een vlotte interactie met de gouvernementele arm van de OVSE (de *Chairman-in-office*, de permanente vertegenwoordiger van het Voorzitterschap, hoge vertegenwoordigers voor resp. de persvrijheid, de minderheden, de *gender-issues*, de secretaris-generaal van de OVSE, de coördinatoren);

— de opvolging van de verklaringen aangenomen door de PA OVSE tijdens de plenaire vergaderingen;

— de voorbereiding van de rapporten voor de jaarlijkse plenaire vergadering van juli.

De Belgische delegatie werd geleid door de heer François-Xavier de Donnea (MR), Kamerlid en voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, en bestond verder uit de Kamerleden Els Demol (N-VA), Nahima Lanjri (CD&V) en Christiane Vienne (PS). Kamerlid Daphné Dumery (N-VA) was afgevaardigd als plaatsvervangend lid van de heer Siegfried Bracke. Van de zijde van de Senaat namen de senatoren Marie Arena (PS), Piet De Bruyn (N-VA) en Gérard Deprez (MR) deel aan de wintersessie.

Voorafgaand aan de vergaderingen van de wintersessie van de PA OVSE, had de delegatie op 23 februari 2011 een werkvergadering met Ambassadeur Geneviève Renaux, permanent vertegenwoordiger van België bij de OVSE, en haar diplomatieke medewerkers, die een briefing gaven over de actuele ontwikkelingen in de OVSE.

A. Openingsessie (24 februari 2011)

In zijn openingstoespraak koestert de voorzitter van de Parlementaire Assemblée van de OVSE, de heer Petros Efthymiou, de hoop dat men de moed en de politieke wil zou hebben om de OVSE uit haar isolement te halen en ervoor te zorgen dat de organisatie haar mogelijkheden ten volle kan benutten. Hij betreurt dat verbeteringen wel werden besproken, maar nooit in de praktijk zijn gebracht.

Son vœu est de lancer une mobilisation afin de renouveler l'organisation. Une des étapes dans ce processus sera notamment la sélection du prochain secrétaire général à la fin du mandat de M. Marc Perrin de Brichambaut. Il espère que les gouvernements seront d'accord qu'il est à présent temps de revaloriser l'organisation en sélectionnant une personnalité politique de haut vol capable de remplir cette fonction.

Le président de la République d'Autriche, M. Heinz Fischer, souligne que le Sommet d'Astana a donné un nouvel élan à l'OSCE. Pour pouvoir élaborer au mieux le programme de l'OSCE, l'organisation doit être dotée d'un management efficace. L'année 2011 sera marquée par la prise de décisions importantes en matière de politique du personnel. Son pays a dès lors présenté la candidature de Mme Ursula Plassnik à la fonction de secrétaire générale de l'OSCE. Elle peut compter sur une riche expérience dans la diplomatie, au gouvernement et au parlement, et elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre ses compétences au service de la présidence, dans l'intérêt de la communauté de l'OSCE.

Le ministre des Affaires étrangères de la Lituanie, M. Audronius Ažubalis, qui préside l'OSCE, exhorte les États membres de l'OSCE à respecter leurs engagements et déclare que l'organisation peut fournir des conseils et de l'aide aux pays partenaires de l'OSCE dans le cadre de la coopération avec l'Égypte et la Tunisie.

M. Ažubalis affirme que les questions auxquelles il est confronté depuis le 1^{er} janvier 2011, comme les droits de l'homme, la liberté des médias, les élections, les conflits ethniques et les litiges frontaliers, peuvent être abordées sous plusieurs angles.

Selon le ministre lituanien, nous avons néanmoins un angle d'approche en commun, c'est celui du processus d'Helsinki: les valeurs et les principes que chacun des pays participants a confirmés et reconfirmés au cours des dernières années, comme dans la Déclaration d'Astana en décembre 2010.

Le ministre déclare que l'attention particulière accordée à la zone méditerranéenne au cours de la réunion de l'AP OSCE était légitime au regard de l'évolution dans les pays partenaires de l'OSCE que sont l'Égypte et la Tunisie, et il ajoute qu'il reconnaît le désir de démocratie de la population.

Il se dit prêt à échanger des idées sur la manière dont l'expérience de l'OSCE dans la consolidation de la sécurité et de la prospérité et dans le développement d'institutions démocratiques fortes et d'une société civile

Hij wil een nieuwe wind door de organisatie doen waaien. Een van de stappen in dat proces is onder meer de benoeming van de volgende secretaris-generaal wanneer het mandaat van de heer Marc Perrin de Brichambaut afloopt. Hij hoopt dat de regeringen het ermee eens zijn dat het tijd is de organisatie op te waarderen door een prominente politieke gezagsdrager te benoemen die in staat is die functie te vervullen.

De president van de Republiek Oostenrijk, de heer Heinz Fischer, wijst erop dat de OVSE een nieuw elan heeft gekregen met de top van Astana. Om optimaal het OVSE-programma uit te werken moet de organisatie over een efficiënt management beschikken. 2011 is verbonden met belangrijke beslissingen die moeten worden genomen op het vlak van het personeelsbeleid. Zijn land heeft daarom de kandidatuur van mevr. Ursula Plassnik als secretaris-generaal van de OVSE voorgedragen. Zij kan rekenen op een rijke ervaring in de diplomatie, de regering en het parlement en zal er alles aan doen om zich succesvol ten dienste te stellen van het voorzitterschap en in het belang van de OVSE-gemeenschap.

De minister van Buitenlandse Zaken van Litouwen, de heer Audronius Ažubalis, die de OVSE voorzit, riep de OVSE lidstaten op om aan hun verbintenissen te voldoen en verklaarde dat de organisatie advies en bijstand zou kunnen geven aan de OVSE partnerlanden voor samenwerking met Egypte en Tunesië.

De heer Ažubalis zei dat de vraagstukken waarmee hij sinds 1 januari 2011 te kampen heeft, zoals mensenrechten, vrijheid van media, verkiezingen, etnische conflicten en grensbetwistingen, onder verschillende invalshoeken konden worden benaderd.

Er is echter, aldus de Litouwse minister, een invalshoek die we gemeen hebben, te weten die van het Helsinki-proces: de waarden en de beginselen die elk van de deelnemende landen de laatste jaren hebben bevestigd en herbevestigd, zoals in de Verklaring van Astana in december 2010.

De minister verklaarde dat het focussen op de Middellandse Zeeregio tijdens de vergadering van de PA OVSE relevant was gelet op de ontwikkelingen in de OVSE partnerlanden Egypte en Tunesië en voegde eraan toe dat hij de drang naar democratie van de bevolking erkende.

Hij verklaarde er zich toe bereid van gedachten te wisselen over de manier waarop de ervaring van de OVSE in het bijdragen tot de veiligheid en de welvaart en tot het uitbouwen van sterke democratische

active peut être mise à profit pour soutenir le processus de transition dans les pays partenaires.

En ce qui concerne la situation au Belarus, le ministre Ažubalis se dit profondément préoccupé par les actions judiciaires engagées à l'encontre des manifestants et des candidats aux élections présidentielles. Il est essentiel que le BIDDH puisse observer de près ces processus. Il regrette par ailleurs la fermeture du bureau de l'OSCE à Minsk.

Les récentes protestations en Albanie sont un autre sujet d'inquiétude pour le ministre. À cet égard, l'OSCE est disposée à prêter son concours et, au besoin, de procéder à une médiation si une demande lui est adressée en ce sens.

Il demande le soutien des parlementaires afin de tout mettre en œuvre pour faire progresser la résolution des conflits gelés. Il confie son intention de recourir au processus de Genève pour rétablir la confiance et une présence significative en Géorgie. Il invite à reprendre les contacts officiels au sujet du conflit en Transnistrie et se déclare soucieux quant à l'éventuelle dégradation de la situation au Nagorny-Karabach.

Échange de vues

M. François-Xavier de Donnea, président de la délégation belge à l'AP OSCE, a souhaité savoir du ministre Ažubalis comment il comptait renforcer les liens avec l'AP OSCE, conformément à la déclaration d'Astana. Il souhaite également apprendre de la part du ministre ce qu'il entend entreprendre pour renforcer le pilier parlementaire ainsi que la démocratisation et la transparence de l'organisation.

Le ministre Ažubalis a présenté le programme de la présidence lituanienne au président de l'AP OSCE et répond qu'il est disposé à davantage impliquer étroitement l'Assemblée parlementaire aux travaux de la présidence cette année. Il en va de la visibilité de l'assemblée parlementaire. À une question similaire qui lui est posée par *le député britannique Tony Lloyd*, le ministre lituanien a renvoyé à la tradition de communication permanente entre parlement et gouvernement. Il propose dès lors aux parlementaires de s'informer régulièrement auprès de leurs gouvernements respectifs.

À la question *du député Wellmann* (Allemagne) sur la situation au Belarus, le président en exercice a déclaré avoir envoyé son vice-ministre à Minsk. Celui-ci a eu pour mission de négocier avec les autorités biélorusses

installations et une active civiele maatschappij van nut kan zijn om het overgangsproces in de partnerlanden mee te ondersteunen.

Over de toestand in Belarus zei minister Ažubalis ernstig ongerust te zijn over de rechtszaken die van start zijn gegaan tegen de manifestanten en kandidaten voor de presidentsverkiezingen. Het is van belang dat ODIHR die processen van nabij kan waarnemen. Voorts betreurde hij de sluiting van het OVSE-kantoor in Minsk.

De recente protesten in Albanië waren voor de minister eveneens een reden tot ongerustheid. Daarbij staat OVSE klaar om ondersteuning te bieden en zonodig en op verzoek te bemiddelen.

Hij vroeg de steun van de parlementsleden om alles in het werk te stellen zodat er vooruitgang kan worden geboekt in het oplossen van de bevroren conflicten. Hij zei plannen te hebben om het proces van Genève aan te wenden om het vertrouwen en een zinvolle aanwezigheid in Georgië te herstellen. Hij riep op om de officiële gesprekken weer op te nemen rond het conflict in Transnëstrië en verklaarde zich bezorgd om de mogelijke verslechtering van de toestand in Nagorno-Karabach.

Gedachtewisseling

De heer François-Xavier de Donnea, voorzitter van de Belgische delegatie in de PA-OVSE, wilde van minister Ažubalis weten hoe hij de banden met de PA-OVSE wil aanhalen, in overeenstemming met de verklaring van Astana. Voorts wil hij van de minister vernemen via welke maatregelen hij de parlementaire pijler alsook de democratisering en de transparantie van de organisatie wil versterken.

Minister Ažubalis heeft het programma van het Litouwse voorzitterschap voorgesteld aan de voorzitter van de PA-OVSE; hij is bereid de Parlementaire Assemblée nauw te betrekken bij de werkzaamheden van het voorzitterschap dit jaar. De Parlementaire Assemblée moet inderdaad werken aan haar naambekendheid. Als antwoord op een gelijkaardige vraag van het Britse parlements lid *Tony Lloyd* heeft de Litouwse minister verwezen naar de traditie van permanente communicatie tussen parlement en regering. Hij stelt dan ook voor dat de parlementsleden hun respectieve regering daarover geregeld interpellieren.

Op de vraag van het *parlements lid Wellmann* (Duitsland) over de situatie in Wit-Rusland heeft de huidige voorzitter geantwoord dat hij zijn onderminister naar Minsk heeft gestuurd. Die had de opdracht om met de

afin que le BIDDH puisse y observer la situation et afin que l'OSCE puisse y maintenir une présence.

B. Réunion des Commissions générales de l'AP OSCE (24 février 2011)

1. Commission des Affaires politiques et de la Sécurité (Président: M. Karl-George Wellmann (Allemagne))

1.1. Suivi de la Déclaration d'Oslo

Le vice-président de la commission, Mme Canan Kalsin (Turquie), présente un rapport intermédiaire sur les suites qui ont été données à la Déclaration d'Oslo adoptée par l'AP OSCE en juillet 2010.

En ce qui concerne la recommandation relative à la Kirghizie, il a été donné suite à la demande de renforcement des institutions démocratiques. Une enquête internationale sur les origines des violences dans la région de Kirghizie du Sud a été lancée.

De nouvelles impulsions ont été données à la réforme de l'OSCE grâce à la Déclaration "*Towards a security community*" du sommet d'Astana. Cette déclaration, qui a conclu la présidence kazakhe le 1^{er} décembre 2010, a reconfirmé les normes de l'OSCE.

Le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, a exhorté les États de l'OSCE à tendre vers un monde dénucléarisé. La résolution n° 1540 des Nations Unies invite les États à mettre en place les structures nécessaires pour empêcher la prolifération d'armes nucléaires, chimiques et biologiques.

L'AP OSCE a, dans la Déclaration d'Oslo, préconisé la fermeture rapide et définitive de Guantanamo. Les États de la zone OSCE sont encouragés à accueillir les prisonniers libérés qui ne peuvent regagner leur pays d'origine en raison du risque de torture. Le 20 janvier 2011, 173 prisonniers étaient toujours incarcérés au centre de détention de Guantanamo. Entre-temps, la *Guantanamo Detainee Review Task Force* a annoncé que 59 autres prisonniers pouvaient être libérés.

Dans la Déclaration d'Oslo, l'AP OSCE a lancé un appel à l'aide pour la reconstruction de l'Afghanistan. Cet appel a été confirmé dans la Déclaration d'Astana. La sécurité constitue, à cet égard, la première priorité. La sécurité du territoire afghan est indissociablement liée à la sécurité dans la région de l'OSCE, précise la déclaration. 2010 a été l'année où l'on a dénombré le plus de victimes depuis le début des opérations de

Wit-Russische autoriteiten te onderhandelen over een toezicht door het ODIHR en een blijvende aanwezigheid van de OVSE.

B. Vergadering van de Algemene Commissies van de PA OVSE (24 februari 2011)

1. Commissie Politieke Zaken en Veiligheid (Voorzitter: de heer Karl-George Wellmann (Duitsland))

1.1. Follow up van de Verklaring van Oslo

De vicevoorzitter van de commissie, mevrouw Canan Kalsin (Turkije), geeft een tussentijds verslag van het gevolg dat werd gegeven aan de Verklaring van Oslo die de PA OVSE in juli 2010 heeft aangenomen.

Wat de aanbeveling betreffende Kirgizië betreft, is er gevolg gegeven aan het verzoek tot versterking van de democratische instellingen. Er is een internationaal onderzoek naar de oorzaken van het geweld in de regio van Zuid-Kirgizië gekomen.

De hervorming van de OVSE heeft nieuwe impulsen gekregen dankzij de Verklaring "*Towards a security community*" van de Top van Astana. Deze verklaring, die op 1 december 2010 het Kazakse voorzitterschap afsloot, heeft de normen van de OVSE herbevestigd.

De president van Kazachstan, Nursultan Nazarbayev, heeft de Staten van de OVSE opgeroepen een kernvrije wereld na te streven. De resolutie nr. 1540 van de Verenigde Naties verzoekt de Staten de nodige structuren op te zetten om de proliferatie van nucleaire, chemische en biologische wapens te verhinderen.

De PA OVSE heeft in de Verklaring van Oslo opgeroepen tot de spoedige en definitieve sluiting van Guantanamo. De Staten uit de OVSE-zone worden aangeemoedigd tot opvang van de vrijgekomen gevangenen die niet naar hun herkomstland kunnen terugkeren omwille van het risico op foltering. Op 20 januari 2011 waren er nog 173 gevangenen in Guantanamo. detention center. Intussen heeft de "*Guantanamo Detainee Review Task Force*" verklaard dat nog 59 personen kunnen worden vrijgelaten.

De PA OVSE heeft in de Verklaring van Oslo een oproep gelanceerd tot steun aan de heropbouw van Afghanistan. In de Verklaring van Astana werd deze oproep bevestigd. Veiligheid is hierbij een topprioriteit. De veiligheid van het grondgebied in Afghanistan is onlosmakelijk verbonden met de veiligheid in de regio van de OVSE, zo luidt het. 2010 was het jaar met de meeste slachtoffers sinds het begin van de NAVO-operaties in

l'OTAN en 2001. Les élections législatives du 18 septembre 2010 se sont accompagnées d'irrégularités et le résultat contesté n'est pas de nature à renforcer la confiance dans les institutions.

Le rapport intermédiaire peut être consulté sur l'hyperlien suivant:

[http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter %20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_1st_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf](http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter%20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_1st_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf)

1.2. Échange de vues sur le rapport de la session d'été

M. Picula (Croatie) sera attentif, dans son rapport, qu'il présentera au cours de la session d'été à Belgrade, aux nouveaux défis en matière de sécurité sur le territoire de l'OSCE. Il analysera ces défis sous un angle global. Par exemple, les menaces écologiques, les développements démographiques et la pénurie alimentaire sont interdépendants. Il discerne en outre dans l'organisation plusieurs handicaps structurels qui appellent des réponses urgentes. *M. Picula* évoque notamment la règle du consensus, qui peut avoir des effets paralysants. Il conviendrait de déjà l'abandonner pour des matières concernant le budget, le personnel et l'administration. La clôture des *field missions* en Géorgie et au Belarus, la persistance des "conflits gelés" et l'absence de réponse adéquate aux conflits frontaliers sont autant de phénomènes qui justifient un renforcement de l'OSCE. Il conviendrait, à cet égard, de renforcer le rôle du secrétaire général de l'OSCE. Enfin, *M. Picula* estime que le bras gouvernemental de l'OSCE pourrait faire appel à l'assemblée de l'OSCE dans de meilleures conditions.

M. François-Xavier de Donnea, président de la délégation belge à l'AP OSCE, fait observer que le phénomène de l'insécurité alimentaire est une source de problèmes dans de nombreux États. Dans certains pays d'Afrique, l'augmentation des prix des denrées alimentaires est à la base de manifestations de protestation de grande envergure. La crise alimentaire est non seulement alimentée par le changement climatique mais également par les répercussions de certains effets secondaires de la politique agricole commune de l'Union européenne. Le recours accru aux biocarburants est une cause de déforestation. L'OSCE peut réfléchir à son rôle face à ce problème et en débattre.

2001. De parlementsverkiezingen van 18 september 2010 gingen gepaard met onregelmatigheden en het gecontesteerde resultaat is niet van aard om het vertrouwen in de instellingen te versterken.

Het tussentijds verslag is te consulteren op volgende hyperlink:

[http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter %20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_1st_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf](http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter%20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_1st_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf)

1.2. Gedachtewisseling over het verslag van de zomersessie

De heer Picula (Kroatië) zal in zijn rapport, dat hij tijdens de zomerzitting te Belgrado zal voorstellen, aandacht hebben voor de nieuwe uitdagingen voor de veiligheid in de OVSE-regio. Hij zal deze uitdagingen vanuit een globaal oogpunt analyseren. Ecologische bedreigingen, demografische ontwikkelingen en voedselschaarste bijvoorbeeld houden onderling verband met elkaar. Voorts onderkent hij een aantal structurele handicaps in de organisatie die dringend een antwoord behoeven. *De heer Picula* wijst in het bijzonder op de consensusregel die verlammeende gevolgen kan hebben. Voor aangelegenheden op het gebied van begroting, personeel en administratie zou hiervan alvast moeten worden afgestapt. De sluiting van de *field missions* in Georgië en Belarus, de aanhoudende "*frozen conflicts*", het uitblijven van een passend antwoord op grensconflicten zijn fenomenen die een versterking van de OVSE motiveren. In dit opzicht zou de rol van secretaris-generaal van de OVSE moeten versterkt worden. Tot slot vindt *de heer Picula* dat de gouvernementele arm van de OVSE op een betere wijze zou kunnen beroep doen op de parlementaire assemblee van de OVSE.

De heer François-Xavier de Donnea, voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, merkt op dat voedselonzeekerheid een fenomeen is dat problemen veroorzaakt in vele Staten. In Afrikaanse landen liggen stijgende voedselprijzen aan de basis van grootschalige protesten. Niet alleen klimaatverandering, maar ook de impact van een aantal neveneffecten van het gemeenschappelijk landbouwbeleid van de Europese Unie dragen bij tot de voedselcrisis. Het groter beroep op biobrandstoffen veroorzaakt ontbossing. De OVSE kan nadenken over haar rol in dit vraagstuk en hierover een debat voeren.

1.3. Débat relatif au Kirghizstan

La discussion de la situation au Kirghizstan est entamée par *M. Kimmo Kiljunen* (Finlande), qui exerce également la fonction de représentant spécial de l'assemblée parlementaire pour l'Asie centrale.

Dans sa résolution sur le Kirghizstan, la Déclaration d'Oslo avait appelé la communauté internationale à respecter ses engagements à soutenir ce pays. Elle demande, en particulier, à l'OSCE et aux autres acteurs internationaux de poursuivre les travaux menés avec la société civile et avec les représentants des médias pour faire face à cette crise politique.

Le Haut Commissaire pour les minorités nationales, M. Vollebaek, a ouvert une enquête. M. Kiljunen a lui-même participé à une enquête internationale sur les causes de la violence dans la région, qui avait été demandée par les autorités du gouvernement provisoire. Cette enquête a été soutenue par la communauté internationale, mais s'est déroulée de manière totalement indépendante. Sept mille interviews ont été réalisées, un millier de déclarations ont été consignées, quelque cinq mille photos et un millier de vidéos ont été analysées. La commission d'enquête a également analysé les crimes qui, du point de vue du droit international, pouvaient être qualifiés de crimes de guerre, de génocides ou de crimes contre l'humanité. En se basant sur cette analyse, elle a également examiné la responsabilité des troupes gouvernementales et des autorités armées. Le rapport examine également la responsabilité des institutions et la responsabilité individuelle. Le rapport place "la réconciliation et la justification" au centre des recommandations. Il y a vingt ans, des phénomènes de violence quasi similaires se sont produits à Osj. Une fois que le gouvernement du Kirghizstan aura formulé ses observations au sujet du rapport, celui-ci sera publié.

Pendant le débat, la nécessité d'une réconciliation, la mise en route d'un processus de démocratisation, la reconstruction économique et le renforcement de la sécurité ont été jugées essentielles pour ramener la stabilité en Kirghizstan. Le chômage, l'inflation et l'inégalité sociale sont des facteurs qui ont été à l'origine des troubles. C'est la raison pour laquelle il faut tirer les bonnes conclusions du rapport d'enquête.

1.4. La réforme de l'OSCE

M. Alcee Hastings (États-Unis) introduit le débat sur la réforme de l'OSCE. En 2005, l'AP OSCE a organisé

1.3. Debat over Kirgizië

De bespreking van de situatie in Kirgizië wordt ingeleid door *de heer Kimmo Kiljunen* (Finland), die ook de speciale vertegenwoordiger van de parlementaire assemblee voor Centraal-Azië is.

De Verklaring van Oslo had in haar resolutie over Kirgizië de internationale gemeenschap opgeroepen om zich aan haar verbintenissen te houden om het land te steunen. Hierbij wordt in het bijzonder aan de OVSE en de overige internationale actoren gevraagd om het werk met het middenveld en de vertegenwoordigers van de media voort te zetten om die politieke crisis aan te pakken.

De Hoge Vertegenwoordiger voor de Nationale Minderheden, de heer Vollebaek, heeft een onderzoek ingesteld. Zelf heeft de heer Kiljunen deelgenomen aan een internationaal onderzoek naar de oorzaken van het geweld in de regio, zoals gevraagd door de autoriteiten van de voorlopige regering. Dit onderzoek werd gesteund door de internationale gemeenschap, maar verliep volledig onafhankelijk. 7 000 interviews werden afgenomen, een duizendtal verklaringen werden opgetekend, een 5 000 foto's en een duizendtal video's werden geanalyseerd. De onderzoekscommissie heeft ook de misdaden onderzocht die vanuit internationaal rechtelijk oogpunt als oorlogsmisdaden, genocide of misdaden tegen de mensheid konden worden gekwalificeerd. Op basis van deze analyse werd de aansprakelijkheid van de regeringstroepen en gewapende overheden bekeken. Het rapport bekijkt eveneens de aansprakelijkheid van de instellingen en de individuele aansprakelijkheid. Het rapport plaatst "verzoening en verantwoording" centraal in de aanbevelingen. Twintig jaar geleden vonden ongeveer dezelfde fenomenen van geweld plaats in Osj. Nadat de regering van Kirgizië zijn opmerkingen heeft geformuleerd op het verslag, zal dit verslag openbaar worden gemaakt.

Tijdens het debat dat hierop volgt, worden de nood tot verzoening, het op gang brengen van een democratiseringsproces, de economische heropbouw en de versterking van de veiligheid essentieel geacht om terug stabiliteit in Kirgizië te brengen. De werkloosheid, inflatie en maatschappelijke ongelijkheid waren factoren die aan de basis lagen van de onlusten. Daarom moeten de juiste conclusies worden getrokken uit het onderzoeksrapport.

1.4. De hervorming van de OVSE

De heer Alcee Hastings (Verenigde Staten) geeft een inleiding op het debat over de hervorming van

un colloque sur la "Réforme de l'OSCE". Un groupe de sages a également formulé des recommandations. Les conclusions des deux initiatives restent d'actualité. Entre-temps, le monde a changé, mais l'OSCE n'a toujours pas été réformée. M. Hastings estime que l'OSCE a un besoin urgent de transparence. Le Conseil permanent se réunit toujours à huis clos. La fonction du secrétaire général devrait acquérir plus de poids. L'assemblée parlementaire de l'OSCE devrait se voir attribuer un rôle plus actif.

Le président de l'AP OSCE, M. Petros Efthymiou, annonce que la session d'été aura pour thème central "La réforme de l'OSCE après la Déclaration d'Astana". Le processus de Corfou a été essentiel pour réexaminer l'architecture de la sécurité. Il importe de poursuivre dans cette voie. Dans le même temps, le Président plaide pour que l'on donne un contenu plus actif et plus politique aux mandats supérieurs, comme celui de secrétaire général de l'OSCE et de directeur du BIDDH. Cela garantira une visibilité accrue aux instances concernées. L'assemblée parlementaire est un véritable acteur politique et veut contribuer positivement aux évolutions au sein de l'institution.

M. François-Xavier de Donnea, président de la délégation belge auprès de l'AP OSCE, se déclare également favorable à un renforcement de la dimension parlementaire de l'OSCE. Si l'assemblée parlementaire avait été associée de manière plus marquée à la Déclaration d'Astana, la réforme aurait eu un caractère et une perspective plus dynamiques. Parmi les aspects positifs de la Déclaration, citons la collaboration intense qui est envisagée avec l'assemblée parlementaire de l'OSCE et la réaffirmation des engagements en ce qui concerne les droits de l'homme (le Document de Moscou, qui ne considère pas les droits de l'homme comme une matière purement interne). Ces paragraphes qui renforcent le rôle de l'assemblée sont importants. Les premiers projets de texte plaçaient initialement l'assemblée parlementaire sur le même pied que les ONG. Cela a heureusement changé et le texte a été adapté, en partie sous l'impulsion de la Belgique, qui présidait le Conseil de l'UE. Il convient maintenant de concrétiser davantage ce rôle dévolu à l'AP OSCE, de sorte qu'elle puisse être considérée comme une institution à part entière. Un parlement constitue en effet la clé de voûte d'une bonne administration. C'est pourquoi l'assemblée doit demander davantage aux dirigeants de rendre des comptes et de se justifier. La dimension parlementaire confère également plus de légitimité, plus de notoriété et d'attention médiatique à l'organisation.

de OVSE. In 2005 heeft de PA OVSE een colloquium georganiseerd over de "Hervorming van de OVSE". Tevens heeft een Groep van Wijzen aanbevelingen geformuleerd. De bevindingen van beide initiatieven blijven actueel. Ondertussen is de wereld veranderd, maar de OVSE is nog steeds niet hervormd. De heer Hastings is van oordeel dat de OVSE dringend behoefte heeft aan transparantie. De Permanente Raad vergadert nog steeds achter gesloten deuren. De functie van secretaris-generaal zou meer gewicht moeten krijgen. De parlementaire assemblee van de OVSE zou een meer actieve rol moeten krijgen.

De voorzitter van de PA OVSE, de heer Petros Efthymiou, kondigt aan dat het centrale thema van de zomerezitting zal zijn "De hervorming van de OVSE na de Verklaring van Astana". Het Korfu proces was essentieel om de veiligheidsarchitectuur opnieuw te bespreken. Het is noodzakelijk verder de opgeslagen weg te bewandelen. Tezelfdertijd bepleit de Voorzitter voor een meer actieve en politieke invulling van de hoge mandaten zoals secretaris-generaal van de OVSE en directeur van ODHIR. Dit garandeert meer zichtbaarheid voor de betrokken instanties. De parlementaire assemblee is een echte politieke speler en wil een positieve bijdrage leveren aan de ontwikkelingen binnen de instelling.

De heer François-Xavier de Donnea, voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, is eveneens voorstander van een versterking van de parlementaire dimensie van de OVSE. Als de parlementaire assemblee op een meer uitgesproken wijze was betrokken bij de Verklaring van Astana zou de hervorming een meer dynamischer karakter en perspectief hebben gehad. Positieve aspecten van de Verklaring zijn de intense samenwerking die wordt vooropgesteld met de parlementaire assemblee van de OVSE en de herbevestiging van de engagementen inzake mensenrechten (het Document van Moskou, dat mensenrechten niet beschouwt als een zuivere interne aangelegenheid). Deze paragrafen die de rol van de assemblee versterken, zijn belangrijk. De eerste ontwerpteksten hadden de parlementaire assemblee aanvankelijk op gelijke hoogte met de NGO's geplaatst. Dit is gelukkig veranderd en de tekst is aangepast, mede onder impuls van België dat toen voorzitter was van de Raad van de EU. Deze rol voor de PA OVSE dient nu verder te worden geconcretiseerd opdat de PA OVSE zou worden beschouwd als een volwaardige instelling. Een parlement is immers de hoeksteen voor goed bestuur. Daarom moet de assemblee meer rekenschap en verantwoording vragen aan de bestuurders. De parlementaire dimensie verleent ook meer legitimiteit, naambekendheid en media-aandacht aan de organisatie.

M. Jean-Marc Todeschini (France) déplore que le Sommet d'Astana n'ait pas débouché sur un plan d'action ou sur une feuille de route fixant des priorités. Il plaide pour que l'on augmente les mécanismes d'intervention active dans les situations post-confliktuelles. Le lien avec les Nations unies et l'Union européenne devrait également être renforcé.

1.5. Les travaux du Forum pour la coopération en matière de sécurité

Le représentant permanent de l'Islande auprès de l'OSCE, *l'ambassadeur Skjaldarson*, fait un exposé sur le Forum pour la coopération en matière de sécurité (*Forum for Security Cooperation*, ci-après "FSC"), l'instance qu'il préside actuellement. Ce forum se réunit sur base hebdomadaire pour débattre de mesures de confiance, de questions de sécurité et de désarmement et veille à l'application de deux codes de conduite majeurs relatifs aux aspects de la sécurité, à savoir le code de conduite relatif aux stocks de munitions conventionnelles et le code de conduite relatif aux armes légères. Le FSC offre un cadre cohérent pour la coopération militaire.

M. Tokayev, chef de la délégation du Kazakhstan, met l'accent sur la Déclaration d'Astana, qui appelle les États membres à unir leurs forces en vue de la destruction des armes de destruction massive. Le Kazakhstan a déjà pris de nombreuses initiatives axées sur un démantèlement de l'arsenal nucléaire. Les grandes puissances nucléaires ont une grande responsabilité à cet égard. *M. Tokayev* renvoie par ailleurs aux initiatives régionales prises par le Kazakhstan en Asie centrale dans ce domaine.

2. Commission générale des Affaires Économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement

Le rapporteur, M. Serhei Sevchuk (Ukraine) présente ses idées et projets qu'il compte inclure dans le rapport qu'il soumettra lors de la session annuelle de Belgrade.

La question du renforcement de l'OSCE et l'efficacité du travail de l'AP OSCE restera au centre de son rapport.

Pour ce qui est de la question de l'énergie et l'environnement au sein de l'OSCE, le rapporteur déplore le fait que L'OSCE n'ait pas défini son rôle en matière de sécurité énergétique, qui a été pourtant examiné sans le processus de Corfou initié par la présidence grecque. Il regrette qu'à ce sujet la résolution adoptée à Vilnius

De heer Jean-Marc Todeschini (Frankrijk) vindt het jammer dat de Top van Astana geen actieplan heeft opgeleverd of een stappenplan dat prioriteiten vastlegt. Hij bepleit meer actieve interventiemechanismen in postconflictsituaties. De band met de Verenigde Naties en de Europese Unie zou ook moeten worden versterkt.

1.5. De werkzaamheden van het Forum voor de Samenwerking inzake Veiligheid

De permanente vertegenwoordiger van IJsland bij de OVSE, *ambassadeur Skjaldarson*, geeft een uiteenzetting over het Forum voor de Samenwerking inzake Veiligheid (*Forum for Security Cooperation*, hierna "FSC"), de instantie die hij momenteel voorziet. Dit Forum komt wekelijks bijeen om er te vergaderen over vertrouwenswekkende maatregelen, over veiligheidsvraagstukken en ontwapening. In de schoot van het Forum wordt toegezien op de toepassing van twee belangrijke gedragscodes inzake veiligheidsvraagstukken, nl. de gedragscode inzake de conventionele munitievoorraden en de gedragscode inzake lichte wapens. Het FSC biedt een coherent kader voor de militaire samenwerking.

De heer Tokayev, Hoofd van de delegatie van Kazachstan, wijst op de Verklaring van Astana die oproept tot een bundeling van de krachten met het oog op de vernietiging van massavernietigingswapens. Kazachstan heeft al veel initiatieven genomen die gericht zijn op de vernietiging van het nucleair arsenaal. De atoomgrootmachten hebben ter zake een grote verantwoordelijkheid. De heer Tokayev refereert ook aan de regionale initiatieven die Kazachstan in Centraal-Azië op dit domein onderneemt.

2. Commissie Economie, Leefmilieu, Technologie

De rapporteur, de heer Serhei Sevchuk (Oekraïne), licht de ideeën en projecten toe die hij wil opnemen in het verslag dat hij tijdens de jaarvergadering in Belgrado zal overleggen.

De versterking van de OVSE en de efficiëntie van de werkzaamheden van de PA-OVSE zullen de kernthema's van zijn verslag zijn.

Aangaande het energie- en milieuvraagstuk binnen de OVSE betreurt de rapporteur dat de OVSE haar rol op het vlak van de energiezekerheid niet heeft afgebakend; nochtans is daarover beraadslaagd tijdens het Korfoe-proces waartoe het Griekse voorzitterschap het initiatief had genomen. In dat verband betreurt hij dat

par l'AP de l'OSCE en matière de sécurité énergétique n'ait pu faire pression sur la politique menée par un pays membre de l'organisation.

M. Sivilanovic, coordinateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, se livre à un exercice de dresser les priorités que son bureau prendra, en concertation avec la présidence lituanienne dans la deuxième dimension de l'OSCE.

— Bonne gouvernance

M. Sivilanovic constate qu'à chaque fois que ce sujet est abordé, tout comme la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans les domaines du transport, de la sécurité environnementale, de l'immigration, une volonté politique existe au sein d'États membres pour aller de l'avant, p. ex. pour ratifier la convention des Nations Unies contre la corruption. Il demeure toutefois des lacunes législatives dans certains pays de l'OSCE ce qui handicape la convention.

— Sécurité des transports

L'intention est de promouvoir la sécurité des transports intérieurs en particulier dans les pays d'Asie centrale qui n'ont pas de littoral et où l'accès aux marchés reste difficile.

— Gestion des migrations

Avec l'Organisation internationale du Travail, l'OSCE a lancé une étude sur le renforcement de la gouvernance en matière de migration.

L'OSCE soutient le développement et la mise en oeuvre de politiques en matière de migration de travail globales, efficaces et sensibles aux questions de genre:

— elle soutient l'amélioration du recueil de statistiques comparatives sur les migrations;

— elle soutient l'élaboration maximale des aspects de développement économique de la migration.

— Sécurité énergétique

Son office continue à promouvoir le dialogue sur la sécurité énergétique, sur l'augmentation de l'efficacité énergétique, l'écologie, tout en faisant la promotion de l'usage de modes de transport efficaces et durables.

de la résolution sur l'énergie sûre que la PA-OSCE à Vilnius a adoptée, qui n'a eu aucun impact sur la politique menée par un pays membre de l'OSCE.

De heer Sivilanovic, OVSE-coördinator voor economie en milieu, schetst de prioriteiten die zijn afdeling, in samenwerking met het Litouwse voorzitterschap, zal aanhouden in verband met de tweede OVSE-dimensie.

— Goed bestuur

De heer Sivilanovic stelt vast dat telkens als dit onderwerp aan bod komt — zoals overigens het geval is als het gaat om de strijd tegen de corruptie, het witwassen van geld en de financiering van terrorisme op het gebied van verkeer, milieuveiligheid en immigratie - bij de lidstaten de politieke wil bestaat om vooruitgang te boeken, bijvoorbeeld door het VN-Verdrag ter bestrijding van corruptie te bekrachtigen. Niettemin schiet de wetgeving in bepaalde OVSE-landen nog tekort, waardoor het Verdrag zijn volle uitwerking mist.

— Transportveiligheid

De bedoeling is de veiligheid van het intern verkeer te verbeteren in met name de landen van Midden-Azië die niet aan zee grenzen en waar de markten moeilijk toegankelijk zijn.

— Migratiebeheer

De OVSE heeft in samenwerking met de Internationale Arbeidsorganisatie onderzoek verricht naar een verbetering van het migratiebeheer.

De OVSE ondersteunt de ontwikkeling en uitvoering van alomvattende en efficiënte beleidslijnen inzake arbeidsmigratie, die bovendien rekening houden met de genderdimensie:

— zij verleent steun aan initiatieven om het verzamelen van vergelijkende statistieken over migratie te verbeteren;

— zij verleent steun aan initiatieven die de op de economische ontwikkeling gerichte aspecten van migratie maximaal tot uiting brengen.

— Energiezekerheid

Het bureau dat de heer Sivilanovic vertegenwoordigt, blijft ijveren voor een intensere dialoog over energie-zekerheid, meer energie-efficiëntie en ecologie en wil tegelijk het gebruik van doeltreffende en duurzame vervoermiddelen bevorderen.

— Changement climatique et sécurité environnementale

Il est de plus en plus clair que l'environnement est le sujet le plus transnational qui existe. Avec ses collègues de l'OSCE, l'ONUDC, le PNUD, l'OTAN,...des réunions sont organisées en la matière sous la présidence du coordinateur. Le but est d'arriver à renforcer la dimension de sécurité face aux menaces environnementales.

La représentante spéciale de l'OSCE pour la traite des êtres humains, Mme Maria Grazia Giammarinaro, dresse le tableau du phénomène de la traite dans la zone de l'OSCE. Alors que la traite pour des motifs sexuels était un phénomène majeur dans les années 90, on constate, selon la représentante spéciale, une augmentation de la traite des êtres humains pour l'exploitation au travail. Cette forme d'esclavage est surtout, mais pas toujours, liée à la migration illégale. Des hommes et des femmes en sont les victimes, comme travailleurs exploités dans les secteurs tels que l'agriculture, le travail domestique et la restauration.

L'Organisation internationale du travail évalue à plus de 12,3 millions de personnes forcées de travailler dans des circonstances pareilles à travers le monde.

Ce phénomène prend tellement de l'ampleur à cause des échanges économiques mondialisés, et en particulier dans des secteurs où la main d'œuvre reste pléthorique et où les règles du travail sont peu développées.

Selon Mme Giammarinaro, des mesures peuvent être prises, mais pas uniquement, dans des domaines connexes à la traite, comme p.ex. le crime organisé et la corruption, où il s'agit de frapper les revenus de la traite réinvestis dans l'immobilier.

M. Christopher Smith, représentant spécial de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains, souligne que d'une part la liberté d'expression sur l'Internet doit être garantie mais que d'autre part, il ne s'agit pas de permettre à tout un chacun d'avoir la liberté d'exploiter et d'abuser.

Le tourisme sexuel est un danger pour les enfants dans l'ensemble des pays de la planète. M. Smith a été l'auteur au sein du Congrès des États-Unis d'une proposition de loi qui est toujours en discussion au Sénat, et qui entend alerter un État lorsqu'un auteur reconnu coupable d'abus sexuels et qui pose un réel danger pour des enfants, envisage d'entrer sur le territoire de cet État. En même temps la proposition de loi encourage d'autres

— Klimaatverandering en milieuveiligheid

Het wordt almaar duidelijker dat geen enkele aanpak zo grensoverschrijdend is als het milieu. De OVSE-coördinator belegt geregeld vergaderingen met zijn collega's bij de OVSE, het UNODC, het UNDP, de NAVO enzovoort, die onder zijn voorzitterschap plaatsvinden. De bedoeling is de veiligheidsdimensie te versterken tegen de achtergrond van de heersende milieubedreigingen.

De speciale vertegenwoordiger van de OVSE voor mensenhandel, mevrouw Maria Grazia Giammarinaro, schetst de mensenhandelsituatie in de OVSE-zone. Terwijl mensenhandel voor seksdoeleinden vooral een verschijnsel van de jaren 90 was, blijkt volgens de speciale vertegenwoordiger dat mensenhandel tegenwoordig almaar vaker verband houdt met uitbuiting van arbeidskrachten. Die vorm van slavernij hangt meestal, maar niet altijd, samen met illegale migratie. Mannen en vrouwen zijn het slachtoffer en worden als werkrachten uitgebuit in sectoren als landbouw, huisarbeid en horeca.

De Internationale Arbeidsorganisatie schat dat wereldwijd meer dan 12,3 miljoen mensen onder dwang in dergelijke omstandigheden moeten werken.

Dat verschijnsel kan zich op zo'n grote schaal voordoen door de globalisering van de economie, met name in sectoren waar arbeidskrachten in overvloed aanwezig zijn en arbeidsreglementen amper bestaan.

Volgens mevrouw Giammarinaro kunnen maatregelen worden genomen op met name — maar niet alleen — de gebieden die verband houden met mensenhandel, zoals georganiseerde misdaad en corruptie, waar het vizier kan worden gericht op de in onroerend goed geïnvesteerde inkomsten uit de mensenhandel.

De heer Christopher Smith, speciaal vertegenwoordiger van de Parlementaire Assemblée van de OVSE voor de strijd tegen mensenhandel, onderstreept dat de vrijheid van meningsuiting op het internet moet worden gewaarborgd, maar dat dit niet betekent dat eenieder de vrijheid heeft mensen uit te buiten of te misbruiken.

Sekstoerisme is een bedreiging voor alle kinderen overal ter wereld. De heer Smith heeft in het Amerikaanse Congres een wetsvoorstel ingediend dat thans in de Senaat wordt besproken en dat ertoe strekt de Staat te waarschuwen als een voor seksueel misbruik veroordeelde dader die voor kinderen een reële bedreiging vormt, het grondgebied van die Staat wil betreden. Tegelijkertijd spoort het wetsvoorstel andere regerin-

gouvernements à établir un registre national d'auteurs d'abus sexuels à l'égard de mineurs et d'en informer les États-Unis lorsqu'un auteur reconnu coupable projette de faire un voyage aux États-Unis. Il a également fait part d'une bonne pratique qui pourrait être mise en œuvre dans d'autres pays que le sien: former le personnel de cabine dans les avions afin de détecter et d'identifier des victimes potentielles de la traite des êtres humains.

Échange de vues

La députée Christiane Vienne (Chambre, PS) souhaite réagir par rapport à l'exploitation des travailleurs liée à certains secteurs comme la construction et l'horeca.

Dans ces domaines, en renforçant l'inspection du travail, on a déjà permis de démanteler des filières. Cela représente un coût pour la société, mais c'est tellement fondamental, d'autant plus que les travailleurs ne sont souvent pas couverts par une assurance de soins de santé et ne disposent pas de ressources financières suffisantes. Souvent cela entraîne des problèmes pour la santé publique d'autant plus que des maladies qui avaient totalement disparu en Europe comme la tuberculose, refont une apparition. Cette situation interpelle les autorités et en particulier les services de santé publique.

En ce qui concerne l'intervention du député Smith, Mme Vienne souhaite souligner qu'il s'agit souvent de braves pères de famille qui exploitent la misère des personnes à l'étranger. Les pays de destination touristique doivent pouvoir lutter contre l'exploitation de leurs richesses naturelles et l'exploitation sexuelle de leur population, tout comme les pays d'origine doivent pouvoir prendre des sanctions contre ceux qui ont abusé de personnes à l'étranger, et non seulement des enfants.

La députée Daphné Dumery (N-VA) souhaite citer, en guise d'exemple, la législation belge, qui offre une protection et un permis de séjour temporaire aux victimes de la traite des êtres humains lorsque trois conditions sont remplies: quitter le milieu qui les exploite, se faire accompagner par l'un des trois centres d'accueil spécialisés et porter plainte ou témoigner contre les exploitateurs.

À la fin du procès, lorsque la plainte ou le témoignage ont donné lieu à une condamnation, la victime a droit à un permis de séjour définitif. Cette procédure s'applique aux victimes de toutes les formes de traite des êtres humains, y compris la prostitution.

gen ertoe aan een nationaal register van daders van seksueel misbruik van minderjarigen uit te bouwen en de Verenigde Staten ervan in kennis te stellen als een schuldig verklaarde dader naar de Verenigde Staten overweegt te reizen. Voorts heeft hij gewezen op een in zijn land gangbare praktijk die andere landen zouden kunnen overnemen: boordpersoneel ertoe opleiden om mogelijke slachtoffers van mensenhandel in hun vliegtuig te leren herkennen en identificeren.

Gedachtewisseling

Kamerlid Christiane Vienne (PS) wenst in te gaan op de uitbuiting van werknemers in bepaalde sectoren, zoals de bouw en de horeca.

Door de arbeidsinspectie op te voeren, heeft men al netwerken in die sectoren kunnen ontmantelen. Hoewel de kostprijs van die inspectie weliswaar door de samenleving moet worden gedragen, is ze uitermate essentieel, temeer daar de betrokken werknemers vaak geen verzekering voor geneeskundige verzorging hebben en over onvoldoende financiële middelen beschikken. Vaak brengt dat problemen voor de volksgezondheid met zich; ziekten die in Europa volledig waren verdwenen (tuberculose bijvoorbeeld), steken aldus opnieuw de kop op. Voor de overheden, en in het bijzonder voor de diensten van de volksgezondheid, is er dus werk aan de winkel.

Met betrekking tot het betoog van Congreslid Smith beklemtoont mevrouw Vienne dat het vaak "brave huisvaders" zijn die in het buitenland misbruik maken van de ellende van de plaatselijke bevolking. De landen die toeristen aantrekken, moeten kunnen strijden tegen de exploitatie van hun natuurlijke rijkdommen en tegen de seksuele uitbuiting van hun bevolking, net zoals de landen waar de toeristen vandaan komen, sancties moeten kunnen treffen tegen al wie mensen in het buitenland — en dat zijn niet alleen kinderen — misbruikt.

Kamerlid Daphné Dumery (N-VA) wil als voorbeeld stellen dat de Belgische wetgeving het slachtoffer van mensenhandel bescherming en een tijdelijke verblijfsvergunning biedt als drie voorwaarden worden vervuld: weggaan uit het milieu dat hem/haar uitbuit, zich laten begeleiden door één van de drie gespecialiseerde opvangcentra en klacht indienen of getuigen tegen de uitbuiters.

Na afloop van het proces, als de klacht of de getuigenis tot een veroordeling heeft geleid, heeft het slachtoffer recht op een definitieve verblijfsvergunning. Die procedure is geldig voor de slachtoffers van alle vormen van mensenhandel, met inbegrip van prostitutie.

Mme Maria Grazia Giammarinaro répond à la problématique qui a été soulevée par un délégué serbe sur le trafic d'organes et qui a été rendue publique par le Rapporteur Dick Marty de l'AP Conseil de l'Europe. L'OSCE compte lancer une étude sur le sujet, car elle sait que depuis 2009 les cas de trafic d'organes ont été signalés dans la région de l'OSCE. Elle plaide auprès des différents gouvernements afin que les législations nationales soient plus à même de lutter contre ce trafic. Des normes juridiques importantes et contraignantes existent au niveau international pour combattre la traite des êtres humains, il importe que plusieurs pays mettent leurs législations nationales en conformité avec ces conventions. Elle a salué les bonnes pratiques et les mesures telles qu'appliquées en Belgique, tant en amont, au niveau de la prévention et des services d'aide qu'en aval, au niveau de la sanction des exploiters. La possibilité qui est offerte par plusieurs législations européennes, comme la Belgique, d'offrir une autre et nouvelle vie à la victime, au travers de permis de séjour et éventuellement des permis de travail mérite être mentionnée.

3. Commission des Droits de l'homme (présidente: Walburga Habsburg Douglas, Suède)

3.1. Suivi de la Déclaration d'Oslo

Le vice-président de la commission, M. Robert Aderholt (USA), présente un rapport intermédiaire des suites données à la Déclaration d'Oslo, adoptée par l'AP OSCE en juillet 2010.

La Déclaration d'Oslo incitait à prendre des mesures contre la diffusion commerciale de la pédopornographie sur Internet. L'Unité des questions de police à caractère stratégique de l'OSCE agit en concertation avec les experts des autorités de la police et de la justice et avec la société civile, pour lutter plus efficacement contre ce phénomène.

La Déclaration d'Oslo comporte une résolution relative à la protection des journalistes d'investigation. Cette résolution invite les États à renoncer à toutes les lois qui, sous le couvert de la diffamation, portent préjudice à la liberté de la presse et à la liberté d'information. Les responsables des menaces et des agressions physiques à l'encontre de journalistes doivent être sanctionnés. La Déclaration d'Astana a réaffirmé l'importance de la liberté de la presse (l'un des points sur lesquels la Belgique a toujours mis l'accent). La sécurité des

Mevrouw Maria Grazia Giammarinaro gaat in op het vraagstuk over de orgaanhandel, dat werd opgeworpen door een Servische afgevaardigde, en dat in de openbaarheid werd gebracht door rapporteur Dick Marty van de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa. De OVSE is van plan een onderzoek op dat vlak in te stellen, omdat de organisatie weet heeft van gevallen van orgaanhandel die zich sinds 2009 op haar grondgebied hebben voorgedaan. Ze dringt er bij de diverse regeringen op aan de respectieve nationale wetgevingen te versterken om die handel te bestrijden. Aangezien op internationaal niveau al omvangrijke en dwingende juridische normen bestaan om de mensenhandel te bestrijden, is het van belang dat een aantal landen hun nationale wetgeving op die verdragen afstemt. De OVSE is ingenomen met de *best practices* en de maatregelen die België ten uitvoer heeft gelegd, zowel op het stuk van de preventie en de hulpverlening als wat de bestraffing van de exploitanten betreft. Het verdient alle lof dat de wetgeving van een aantal Europese landen, waaronder België, het slachtoffer de kans geeft een ander en nieuw leven te beginnen, door de betrokkene een verblijfsvergunning, en eventueel een arbeidsvergunning te verlenen.

3. Commissie Mensenrechten (voorzitter: Walburga Habsburg Douglas, Zweden)

3.1. Follow up van de Verklaring van Oslo

De vicevoorzitter van de commissie, de heer Robert Aderholt (USA), geeft een tussentijds verslag van het gevolg dat werd gegeven aan de Verklaring van Oslo die de PA OVSE in juli 2010 heeft aangenomen.

De Verklaring van Oslo had opgeroepen tot maatregelen tegen de commerciële verspreiding van kinderpornografie via het internet. De OSCE Strategic Police Matters Unit (SPMU) treedt in overleg met experts van de politieke en justitiële overheden en de civiele maatschappij om dit fenomeen beter te bekampen.

De Verklaring van Oslo bevat een resolutie over de bescherming van onderzoeksjournalisten. Deze resolutie roept de Staten op af te zien van alle strafwetten die, onder het mom van laster, de persvrijheid en de vrije informatieverschaffing ondermijnen. De verantwoordelijken voor de bedreigingen en fysieke aanvallen op journalisten moeten bestraft worden. Het belang van de persvrijheid (één van de punten waar België steeds de klemtoon heeft opgelegd) is in de Verklaring van Astana opgenomen. De veiligheid van journalisten is

journalistes constitue une priorité pour la présidence lituanienne, compte tenu du grand nombre de menaces et de violences dont font l'objet les journalistes sur le territoire de l'OSCE.

Le rapport intermédiaire peut être consulté à l'adresse suivante:

[http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter %20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_3rd_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf](http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter%20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_3rd_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf)

3.2. Échange de vues concernant le rapport de la session d'été

Dans le rapport qu'il soumettra lors de l'assemblée plénière de Belgrade, en juillet 2011, *M. Mecacci* (Italie), *rapporteur*, sera attentif aux développements actuels dans l'espace de l'OSCE et dans le bassin méditerranéen, et il examinera la réponse que pourrait apporter l'OSCE. Il entend renforcer le mandat de l'OSCE après 2011. L'OSCE ne peut intervenir que dans ses propres frontières, mais les bouleversements qui secouent le monde arabe ont également des répercussions sur le territoire de l'Organisation. Pour renforcer le mandat de l'OSCE, il réserve une place centrale à l'instrumentaire de l'OSCE. Le rapporteur songe notamment à l'envoi d'experts, chargés de constater d'éventuelles violations des droits de l'homme, et aux missions de terrain.

Mme Marie Arena (Sénat, PS) souligne que l'OSCE se concentre surtout sur l'Est et qu'elle a perdu de vue le bassin méditerranéen. Au nom de l'économie et de la lutte contre l'intégrisme et contre l'immigration clandestine, les États membres de l'Union européenne ont pratiqué une politique de tolérance à l'égard de certains régimes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Les appels aux réformes démocratiques méritent notre soutien, quel que soit l'endroit du monde où ils sont lancés. L'Occident ne doit pas reproduire les erreurs du passé et soutenir la société civile, avec l'aide de l'instrumentaire de l'OSCE.

3.3. Débat sur la situation au Bélarus

La situation au Bélarus après les élections présidentielles du 19 décembre 2010 fait ensuite l'objet d'un débat. Outre l'arrestation d'opposants politiques et de journalistes, le Bélarus a également décidé de ne pas prolonger le mandat de la field mission de l'OSCE, le bureau de l'OSCE à Minsk étant obligé de fermer ses portes.

een prioriteit voor het Litouwse voorzitterschap gelet op het grote aantal gevallen van bedreiging en geweld ten aanzien van journalisten in de OVSE-zone.

Het tussentijds verslag is te consulteren op volgende hyperlink:

[http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter %20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_3rd_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf](http://www.oscepa.org/images/stories/documents/activities/2.Winter%20Meeting/2011-Vienna/Practical_Information/2011_OSCEPA_3rd_Committee_Follow-Up_Interim_Report.pdf)

3.2. Gedachtewisseling over het verslag van de zomersessie

Rapporteur Mecacci (Italië) zal in zijn rapport, dat hij aan de plenaire vergadering te Belgrado in juli 2011 zal voorleggen, oog hebben voor de actuele ontwikkelingen in de OVSE- ruimte en het Middellandse Zeebekken en nagaan welk antwoord de OVSE hierop kan bieden. Hij wenst het mandaat van de OVSE na 2011 te versterken. De OVSE kan slechts binnen de eigen regio optreden, maar de omwentelingen in de Arabische wereld hebben ook hun weerslag op het grondgebied van de OVSE. Om het mandaat van de OVSE te versterken, stelt hij de *toolbox* of het instrumentarium van de OVSE centraal. De rapporteur denkt in het bijzonder aan de zending van experts, die moet en vaststellen of de mensenrechten zijn geschonden, en de *field missions*.

Mevrouw Marie Arena (Senaat, PS) merkt op dat de OVSE vooral gericht is op het Oosten en de aandacht voor het Middellandse Zeebekken uit het oog heeft verloren. De lidstaten van de Europese Unie hebben in het belang van de economie, de strijd tegen het integrisme en de strijd tegen illegale migratie een aantal regimes in Noord Afrika en het Midden Oosten gedoogd. De roep naar democratische hervormingen, waar die ook ter wereld wordt gelanceerd, moeten we ondersteunen. Het Westen moet de vergissing vermijden die ze in het verleden heeft gemaakt en de civiele maatschappij ondersteunen met behulp van de *toolbox* van de OVSE.

3.3. Debat over de situatie in Belarus:

Vervolgens vindt een debat plaats over de toestand in Belarus na de presidentsverkiezingen van 19 december 2010. Naast het aanhouden van politieke opposanten en journalisten, heeft Belarus eveneens besloten het mandaat van de OVSE hier te verlengen zodat de OVSE verplicht is het Bureau te Minsk te sluiten.

M. Tony Lloyd (Royaume-Uni), qui a conduit la délégation de 50 parlementaires au cours des récentes élections présidentielles, déclare que jusqu'au dépouillement, le déroulement des opérations a, dans une certaine mesure, été régulier. Dès le dépouillement, de nombreux problèmes sont apparus. On déplore l'absence de transparence au dépouillement. La manifestation à Minsk était initialement pacifique, mais une intervention de grande ampleur des forces armées a entraîné l'arrestation d'opposants politiques et de journalistes. Les procès des intéressés auront lieu à huis clos.

M. Lenarcic, directeur du Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme (BIDDH), estime que le Bélarus n'a pas respecté les principes d'élections libres et honnêtes. Il n'y avait pas de libre accès aux médias. Il n'y avait pas de transparence au cours du dépouillement. La fraude soulève des questions quant à l'intégrité. Le BIDDH est arrivé à la conclusion que le Bélarus a encore un long chemin à parcourir avant de répondre aux engagements pris avec l'OCSE. Le BIDDH a formulé huit recommandations prioritaires et est disposé à collaborer avec le Bélarus afin d'éviter la répétition de tels phénomènes à l'avenir. Un certain nombre de candidats à l'élection présidentielle et des centaines de défenseurs des droits de l'homme sont toujours incarcérés et il n'a toujours pas été répondu à la demande du BIDDH de pouvoir envoyer des observateurs pendant les procès. Cette pratique est contraire à la Convention de Copenhague de 1990. Même les membres de leur famille ne peuvent entrer en contact avec les prisonniers.

Mme Dunja Mijatovic, haute représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, attire l'attention sur le "hunters case", quatre journalistes ayant été arrêtés par les autorités du Bélarus. Elle a dénoncé l'intimidation et la confiscation de leurs ordinateurs et de leurs sources au cours de l'été 2010. Le dialogue positif qui s'était noué depuis lors a été assombri par les événements du 19 décembre 2010. Certains journalistes ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de 40 jours, alors que la haute représentante de l'OSCE pour la liberté des médias n'a pas été autorisée à rendre visite aux prisonniers. Elle souhaite également attendre la suite des développements.

Madame Uta Zapf (Allemagne), présidente du groupe de travail "Bélarus" de l'AP OSCE, suggère d'organiser, fin mars 2011, une visite de travail au Bélarus afin d'évaluer la situation de façon objective. Madame Zapf souligne la nécessité de permettre au Bélarus de continuer à participer aux travaux, et de trouver des solutions pacifiques et globales aux problèmes politiques du Bélarus. Il est nécessaire qu'il se dote d'une législation

De heer Tony Lloyd (Verenigd Koninkrijk), die tijdens de recente presidentsverkiezingen de delegatie van 50 parlementaire waarnemers heeft geleid, verklaart dat tot op het moment van de stemmentelling de verrichtingen tot op zekere hoogte regelmatig verliepen. Vanaf de stemmentelling is veel verkeerdt gelopen. Het gebrek aan transparantie bij de telling wordt betreurd. De manifestatie in Minsk was aanvankelijk vreedzaam, maar een grootschalig optreden van de strijdkrachten leidde tot arrestaties van politieke opposanten en journalisten. De processen van betrokkenen zullen achter gesloten deuren verlopen.

De heer Lenarcic, directeur van het Bureau voor de Democratische Instellingen en Mensenrechten (ODHIR), is van mening dat Belarus de principes van vrije en eerlijke verkiezingen niet heeft gerespecteerd. Er was geen vrije toegang tot de media. Er was geen transparantie tijdens de stemmentelling. De fraude doet vragen rijzen met betrekking tot de integriteit. ODHIR is tot het besluit gekomen dat Belarus nog een lange weg heeft af te leggen voordat het aan de verbintenissen met de OVSE tegemoet komt. ODHIR heeft acht prioritaire aanbevelingen geformuleerd en is bereid met de overheden van Belarus samen te werken om te vermijden dat dergelijke fenomenen zich herhalen in de toekomst. Een aantal presidentskandidaten en honderden mensenrechtenactivisten zitten nog steeds in de gevangenis en het verzoek van ODHIR om waarnemers te sturen tijdens de processen is nog steeds onbeantwoord gebleven. Dit is in strijd met de Overeenkomst van Kopenhagen van 1990. Zelfs de familieleden kunnen met de gevangenen geen contact opnemen.

Mevrouw Dunja Mijatovich, hoge vertegenwoordiger voor de vrijheid van de media van de OVSE, wijst op de "hunters case", waarbij vier journalisten door de overheid van Belarus werden gearresteerd. Zij heeft de intimidatie en de confiscatie van hun computers en bronnenmateriaal aangeklaagd tijdens de zomer van 2010. De positieve dialoog die sindsdien werd aangeknoopt, werd overschaduwd door de gebeurtenissen van 19 december 2010. Bepaalde journalisten kregen een gevangenisstraf van 40 dagen waarbij de hoge vertegenwoordiger voor de vrijheid van de media van de OVSE geen toelating kreeg de gevangenen te bezoeken. Ook zij wenst de verdere ontwikkelingen af te wachten.

Mevrouw Uta Zapf (Duitsland), voorzitter van de Werkgroep "Belarus" van de PA OVSE, suggereert eind maart 2011 een werkbezoek te organiseren aan Belarus om er een objectieve evaluatie van de toestand op te maken. Mevrouw Zapf beklemtoont de noodzaak om Belarus verder te laten deelnemen aan de werkzaamheden en vreedzame, allesomvattende oplossingen te vinden voor de politieke problemen in Belarus.

qui respecte les libertés de la presse, de réunion et d'association conformément aux critères de l'OSCE.

M. Viktor Guminsky, chef de la délégation du Bélarus, fait observer que la législation électorale a été modifiée et évaluée positivement tant par l'OSCE que par le Conseil de l'Europe. La présence massive d'observateurs internationaux et nationaux est un signe d'ouverture. La police n'est intervenue que lorsque les échauffourées organisées sont devenues violentes. À cet instant, l'émotion l'a emporté sur le bon sens. Un autre membre de la délégation du Bélarus déclare que les pouvoirs publics ont respecté les principes de l'État de droit. La sécurité publique est également un droit humain. Les sanctions ne sont pas productives. Un dialogue est nécessaire. Les procès auxquels il est fait allusion sont publics et c'est aux tribunaux qu'il appartient de se prononcer sur ces affaires.

Un parlementaire de la délégation allemande soutient les sanctions prises au niveau européen à l'encontre de près de 160 personnes responsables de la fraude électorale et de la répression contre l'opposition démocratique. Ces sanctions prévoient le gel de leurs avoirs et l'interdiction d'obtention d'un visa pour l'Union européenne. Cela n'empêche pas les États membres de l'Union européenne de soutenir la circulation des étudiants et les progrès de la société civile du Bélarus.

Le président donne la parole à *M. Aleksander Kazulin*, figure de proue de l'opposition au Bélarus, emprisonné pendant deux ans après les élections de 2006. M. Kazulin n'est pas membre de l'AP OSCE. Il indique que les manifestations pacifiques du 19 décembre 2010 ont été réprimées brutalement. Il recommande que l'OSCE constitue une commission d'experts indépendante chargée d'examiner les actions récemment commises à Minsk.

Plusieurs parlementaires condamnent l'intervention brutale des autorités du Bélarus contre l'opposition, laquelle est privée de la liberté d'expression. Ils appellent à la réouverture de la *field mission* (mission sur place) de l'OSCE et au soutien de la société civile.

M. Alcee Hastings (États-Unis) rappelle les mesures prises par les États-Unis contre les dirigeants du Bélarus (suppression du visa pour les États-Unis et gel de leurs comptes bancaires). Des autorités qui prennent en otage les enfants de leurs opposants politiques vont trop loin.

Een wetgeving die de vrijheden van media, vergadering en vereniging toepast in overeenstemming met de criteria van de OVSE is noodzakelijk.

De heer Viktor Guminsky, Hoofd van de delegatie van Belarus, merkt op dat de kieswetgeving werd aangepast en positief werd geëvalueerd door zowel de OVSE, als de Raad van Europa. De massale aanwezigheid van internationale en nationale waarnemers toont de openheid. De politie is pas tussengekomen toen de georganiseerde schermutselingen gewelddadig werden. Emoties hebben op dat moment het gezond verstand opzij gezet. Een ander lid van de delegatie van Belarus verklaart dat de overheid de beginselen van de rechtsstaat heeft gerespecteerd. Openbare veiligheid is eveneens een mensenrecht. Sancties zijn niet productief. Dialoog is noodzakelijk. De processen waarvan sprake zijn openbaar en het is aan de rechtbanken om zich over deze zaken uit te spreken.

Een parlamentslid van de Duitse delegatie schaaft zich achter de sancties die op Europees niveau genomen zijn tegen circa 160 personen die verantwoordelijk zijn voor de verkiezingsfraude en de repressie tegen de democratische oppositie. Deze sancties hebben betrekking op het bevriezen van de bezittingen en een verbod om een visum voor de EU te bekomen. Dit belet niet dat aan de lidstaten van de EU het studentenverkeer met Belarus en de ontwikkelingen in de civiele maatschappij ondersteunen.

De voorzitter geeft het woord aan *de heer Aleksander Kazulin*, een prominent leider van de oppositie van Belarus, die 2 jaar gevangen zat na de verkiezingen van 2006. De heer Kazulin is geen lid van de PA OVSE. Hij stelt dat de vreedzame demonstratie van 19 december 2010 brutaal werd neergeslagen. Hij formuleert de aanbeveling dat de OVSE een onafhankelijke commissie van experts zou samenstellen die de recente acties te Minsk zou onderzoeken.

Meerdere parlamentsleden veroordelen het hardhandig optreden van de overheid in Belarus tegen de oppositie die de vrijheid van meningsuiting wordt onzegd. Zij roepen op om de *field mission* van de OVSE terug te openen en steun toe te zeggen aan de civiele maatschappij.

De heer Alcee Hastings (Verenigde Staten) wijst op de maatregelen die de Verenigde Staten heeft genomen tegen de machthebbers in Belarus (geen visum voor de Verenigde Staten en bevriezing van hun bankrekeningen). Een overheid die de kinderen van politieke opposanten gijzelt, gaat een brug te ver.

Mme Christiane Vienne (Chambre des représentants, PS) souhaite attirer l'attention sur le fait que le président Loukachenko du Belarus aurait pu gagner les élections haut la main avec un score honnête s'il avait respecté les conditions et les principes d'une société démocratique. Or il n'en fut rien: les candidats de l'opposition ne représentaient pas un parti politique, qui en outre est difficile à mettre en place dans un pays qui ne reconnaît qu'un semblant de démocratie, une démocratie version "*Canada Dry*". Elle plaide pour que les prochaines missions électorales de l'OSCE puissent soutenir l'organisation du multipartisme en Biélorussie afin que le peuple puisse enfin participer à de vraies élections démocratiques.

M. Koslovskiy, chef de la délégation de la Fédération de Russie, ne peut se défaire de l'impression que le Belarus se trouve ici sur le banc des accusés. Il s'indigne du fait qu'un représentant de l'opposition du Belarus, qui n'est pas membre de l'assemblée, soit invité à prendre la parole au cours de cette réunion. M. Koslovskiy déclare ne pas être un partisan du président du Belarus, mais exprime son étonnement sur la teneur de ce débat, qui est de parti pris et très tendentieux sur le plan politique.

Le représentant de l'Arménie estime qu'un isolement du Belarus des structures européennes n'est pas une solution. Il est favorable à un dialogue avec le Belarus.

C. Réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE (25 février 2011)

Le président, M. Petros Efthymiou (Grèce), ouvre la réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE. Cet organe, composé du président de l'AP OSCE, des membres du Bureau et des présidents des délégations nationales, examine surtout la gestion journalière de l'assemblée, les relations avec les structures exécutives de l'OSCE, l'action externe de l'AP OSCE, notamment les observations électorales, les actions des groupes de travail et des représentants spéciaux et l'organisation des conférences.

Le président de l'AP OSCE signale que le mandat de secrétaire général de l'OSCE est déclaré vacant. Quatre candidats sont proposés pour ce mandat, à savoir deux mandataires politiques et deux diplomates de carrière.

Mevrouw Christiane Vienne (Kamer van volksvertegenwoordigers, PS) wil er de aandacht op vestigen dat president Loekasjenko van Wit-Rusland de verkiezingen glansrijk en met een eerlijke uitslag had kunnen winnen als hij de voorwaarden en beginselen van een democratische samenleving in acht genomen zou hebben. Maar daar kwam niets van in huis: de kandidaten van de oppositie vertegenwoordigden geen politieke partij; die is overigens moeilijk op te richten in een land dat alleen een schijndemocratie, een soort van *Canada Dry*-democratie kent. Zij pleit ervoor dat de OVSE bij volgende verkiezingsmissies de uitbouw van een meerpartijstelsel in Wit-Rusland zou ondersteunen, zodat de bevolking eindelijk aan echte democratische verkiezingen kan deelnemen.

De heer Koslovskiy, hoofd van de delegatie van de Russische Federatie, kan zich niet ontdoen van de indruk dat Belarus hier op het beklagdenbankje zit. Hij is verontwaardigd dat een vertegenwoordiger van de oppositie van Belarus, die geen lid is van de assemblée, wordt uitgenodigd om het woord te nemen tijdens deze vergadering. De heer Koslovskiy verklaart geen voorstander te zijn van de president van Belarus, maar uit zijn verbazing over de teneur van dit debat, dat vooringenomen en politiek zeer tendentueus is.

De vertegenwoordiger van Armenië meent dat een isolement van Belarus uit de Europese structuren geen oplossing is. Hij staat een dialoog voor met Belarus.

C. Vergadering van de Permanente Commissie van de PA-OVSE (25 februari 2011)

De voorzitter, de heer Petros Efthymiou (Griekenland), opent de vergadering van de Permanente Commissie van de PA OVSE. Deze instantie, samengesteld uit de Voorzitter van de PA OVSE, de leden van het Bureau en de voorzitters van de nationale delegaties, bespreekt vooral het dagelijks bestuur van de assemblée, de betrekkingen met de uitvoerende arm van de OVSE, de externe actie van de PA OVSE, inzonderheid de verkiezingswaarnemingen, de acties van de werkgroepen en speciale vertegenwoordigers en de organisatie van conferenties.

De voorzitter van de PA OVSE wijst erop dat het mandaat van secretaris-generaal van de OVSE vacant wordt verklaard. Voor dit mandaat zijn vier kandidaten voorgedragen, nl. twee politiek mandatarissen en twee carrièrediplomaten.

Il s'agit des candidats suivants:

— *Ursulla Plassnik*, parlementaire et ancienne ministre des Affaires étrangères (Autriche);

— *Joao Soares*, parlementaire et ancien président de l'AP OSCE (Portugal);

— *Ersin Erçin*, diplomate (Turquie);

— *Lamberto Zannier*, diplomate et actuellement chef de la mission des Nations unies au Kosovo (Italie).

En juin 2011, les candidats se présenteront à Vienne; il sera ensuite procédé au vote.

Le président, M. Petros Efthymiou, espère qu'on désignera pour cette fonction un candidat ayant un background politique.

Au cours de la réunion, on souligne l'apport positif de l'AP OSCE lors du Processus de Corfou et de la Déclaration d'Astana. Le président déplore que la Déclaration d'Astana n'ait pas mentionné explicitement l'assemblée parlementaire de l'OSCE parmi les "institutions" de l'OSCE. Le souhait de l'assemblée de garantir davantage de transparence au sein de l'OSCE n'a pas non plus été mentionné.

Le gestionnaire financier, M. Roberto Battelli (Slovénie), présente son rapport. Pour la dix-huitième année consécutive, l'AP OSCE parvient à respecter le cadre budgétaire fixé. Les contributions des États ont été perçues à 94 %. L'assemblée fait preuve d'une gestion efficace et économe.

Après l'exposé de M. Spencer Oliver, secrétaire général de l'AP OSCE, il est question des propositions de modification du Règlement de procédure de l'AP OSCE.

Deux propositions méritent un complément d'explications.

La première proposition vise à maîtriser le nombre de points supplémentaires (résolutions relatives à des thèmes actuels) proposés chaque année au cours de la session d'été. Alors qu'en 2007, 12 résolutions ont été examinées, ce chiffre est passé à 35 en 2010. Les résolutions et les amendements y afférents sont ensuite traduits dans les six langues officielles de l'OSCE. La nouvelle disposition propose de porter le délai pour que le dépôt d'un "point supplémentaire" soit recevable de 21 à 35 jours avant le début de la session d'été.

Het betreft de voordracht van:

— *Ursulla Plassnik*, parlamentslid en voormalig minister van Buitenlandse Zaken (Oostenrijk);

— *Joao Soares*, parlamentslid en voormalig voorzitter van de PA OVSE (Portugal);

— *Ersin Erçin*, diplomaat (Turkije);

— *Lamberto Zannier*, diplomaat en momenteel hoofd van de U.N. missie in Kosovo (Italië).

De kandidaten zullen zich in juni 2011 aanbieden te Wenen, waarna tot de stemming wordt overgegaan.

De voorzitter, de heer Petros Efthymiou, spreekt de hoop uit dat een kandidaat met een politieke achtergrond wordt aangewezen voor deze functie.

Tijdens de vergadering wordt gewezen op de positieve input van de PA OVSE bij het Korfu Proces en de Verklaring van Astana. De voorzitter betreurt dat de Verklaring van Astana de parlementaire assemblee van de OVSE geen expliciete vermelding onder de "instellingen" van de OVSE heeft gegeven. Voorts heeft de verzuchting van de assemblee om meer transparantie te waarborgen in de OVSE evenmin een vermelding gekregen.

De financiële beheerder, de heer Roberto Battelli (Slovenië), stelt zijn verslag voor. Voor het achttiende opeenvolgende jaar slaagt de PA OVSE erin binnen de begrotingsruimte te blijven. De bijdragen van de Staten zijn voor 94 % geïnd. De assemblee geeft blijk van een efficiënt en zuinig beheer.

Na de voorstelling van de heer Spencer Oliver, secretaris-generaal van de PA-OVSE, wordt stil gestaan bij de voorstellen tot wijziging van het Procedurereglement van de PA-OVSE.

Twee voorstellen verdienen toelichting.

Een eerste voorstel wenst tegemoet te komen aan het beheersen van het aantal bijkomende punten (resoluties over actuele thema's) die jaarlijks tijdens de zomersessie worden voorgesteld. Daar waar in 2007 nog 12 resoluties werden besproken, is dit aantal in 2010 gestegen tot 35. De resoluties en de amendementen hierop worden vervolgens in de zes officiële talen van de OVSE vertaald. De nieuwe bepaling stelt voor de termijn om ontvankelijk een "bijkomend punt" in te dienen te beperken van 21 tot 35 dagen vóór het begin van de zomersitting.

Un certain nombre de présidents de délégations reconnaissent l'utilité de cette proposition, tout en soulignant cependant qu'elle restreint le droit d'initiative parlementaire quant à l'introduction de "points supplémentaires".

M. François-Xavier de Donnea, président de la délégation belge auprès de l'AP OSCE, soutient la proposition. Depuis des années, le Parlement belge s'efforce, sans guère de résultats, de réduire le nombre de questions orales. Il faut donner de l'espace au débat démocratique, en veillant toutefois à éviter l'asphyxie. L'AP OSCE pourrait éventuellement augmenter le nombre de signatures nécessaires pour chaque proposition de résolution.

Après délibération, la proposition visant à limiter le délai pour introduire des projets de résolution est adoptée.

La proposition suivante concerne la nomination du secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. La proposition vise la nomination d'un secrétaire général, sur présentation du Bureau, à une majorité des 2/3 des suffrages exprimés au sein de la Commission permanente. Le contrat peut être renouvelé à la majorité simple des voix du Bureau et de la Commission permanente.

Mme Pozuelo, présidente de la délégation espagnole, considère que le Bureau ne peut pas discriminer de candidats et doit garantir la diversité et l'égalité des candidatures pour la Commission permanente qui nomme le secrétaire général.

M. François-Xavier de Donnea, président de la délégation belge à l'AP OSCE, estime que le Bureau peut présenter des candidats en effectuant une classification. Cela ne doit cependant pas empêcher la Commission permanente de réaliser son choix sur la base de l'ensemble des candidats. Il renvoie, à cet égard, à la procédure des présentations dans le droit belge. *M. François-Xavier de Donnea* déclare ensuite qu'un vote secret est le mode de scrutin le plus adapté lorsqu'une assemblée parlementaire doit se prononcer sur la désignation d'un mandataire. Ce n'est pas prévu dans la proposition.

Le président de la délégation allemande propose que l'AP OSCE s'inspire de la disposition appliquée au sein de l'assemblée du Conseil de l'Europe et demande le retrait de la proposition de modification.

Comme la proposition n'est pas assez soutenue, elle est rejetée.

Een aantal delegatievoorzitters vindt dit voorstel waardevol, maar merkt tegelijkertijd op dat het parlementair initiatiefrecht om "bijkomende punten" in te dienen toch wordt ingeperkt.

De heer François-Xavier de Donnea, voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, steunt het voorstel. In het Belgisch Parlement probeert men, zij het zonder veel resultaat, sinds vele jaren het aantal mondelinge vragen te beperken. Men moet ruimte geven aan het democratisch debat zonder dit debat echter te verstikken. De PA OVSE zou eventueel het aantal parlementaire handtekeningen, dat nodig is voor elk voorstel van resolutie, kunnen verhogen.

Na erover te hebben beraadslaagd, wordt het voorstel tot inperking van de termijn om ontwerp-resoluties in te dienen aangenomen.

Een volgend voorstel betreft de benoeming van de secretaris-generaal van de Parlementaire assemblee van de OVSE. Het voorstel beoogt de benoeming van een secretaris-generaal, op voordracht van het Bureau, met een meerderheid van 2/3 van de uitgebrachte stemmen in de Permanente Commissie. Het contract kan worden hernieuwd met een gewone meerderheid van de stemmen in het Bureau en de Permanente Commissie.

Mevrouw Pozuelo, voorzitter van de Spaanse delegatie, meent dat het Bureau geen kandidaten mag discrimineren en de verscheidenheid en de gelijkheid van de kandidaturen moet waarborgen voor de Permanente Commissie die de secretaris-generaal benoemt.

De heer François-Xavier de Donnea, voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, meent dat het Bureau een voordracht kan maken met een classificatie van kandidaten. Dit mag de Permanente Commissie echter niet beletten een keuze te maken waarbij het onder de totaliteit van de kandidaten kan selecteren. Hij wijst hierbij op de procedure van voordrachten in het Belgische recht. Voorts stelt de heer François-Xavier de Donnea dat een geheime stemming de meest aangewezen stemprocedure is als een parlementaire assemblee zich moet uitspreken over de benoeming van een mandaathouder. Dit wordt in het voorstel niet voorzien.

De Duitse delegatievoorzitter stelt voor dat de PA OVSE zich inspireert op de bepaling die in de assemblee van de Raad van Europa wordt toegepast en vraagt de intrekking van het voorstel tot wijziging.

Omdat het voorstel geen voldoende draagvlak kent, wordt het verworpen.

D. Séance de clôture

1. Le débat sur l'immigration, l'intégration et le dialogue inter-ethnique dans l'OSCE

Le Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales, M. Knut Vollebaek a souligné que lorsqu'on parle d'intégration, les parlementaires de l'OSCE ont un rôle particulier à jouer. "Vous représentez un échantillon large d'électeurs", a-t-il dit. "Vous êtes leur voix et leur moyen de participer et d'avoir la parole. Vous êtes en mesure de développer des approches innovantes pour gérer la diversité de façon à ce que cela bénéficie au plus grand nombre, mais d'autre part, ces approches peuvent également contenir le risque d'un potentiel coût humain et de conflits".

M. Vollebaek croit que malgré les différences dans les contextes et les circonstances historiques, des enseignements peuvent être partagés. Son office a toujours fait la promotion de l'intégration basée sur le respect de la diversité et la protection des droits humains, en ce compris les droits des minorités. Le haut commissariat aux minorités nationales a toujours poursuivi l'objectif de trouver un équilibre entre les considérations de sécurité des États et les intérêts des minorités en vue de préserver et de promouvoir leur identité et leur culture; entre la nécessité de faire respecter l'intégrité territoriale et la nécessité de garantir la diversité ethnoculturelle par des moyens démocratiques.

La protection des droits des minorités est une condition préalable pour assurer la stabilité et la sécurité des sociétés, affirme M. Vollebaek.

Parfois les conflits les plus violents ont été déclenchés par une incapacité à parler sa langue maternelle ou à avoir une reconnaissance et un respect de sa culture. Cela débouche sur un cycle destructif qui entraîne par la suite une contestation de la légitimité de l'État dans lequel ces minorités résident, et enfin, affaiblit et ébranle encore plus la capacité de ce même État à répondre et à prendre en compte les besoins de ces mêmes minorités.

La représentante pour la migration, Kathleen Ferrier (Pays-Bas), a souligné qu'il était grand temps de prendre des mesures, étant donné les événements dans le monde arabe, à la suite desquels de nombreuses personnes cherchent actuellement refuge dans les

D. Slotsessie

1. Het debat over de immigratie, de integratie en de interetnische dialoog in de OVSE

De heer Knut Vollebaek, Hoog Commissaris voor nationale minderheden van de OVSE, beklemtoont dat voor de parlementsleden van de OVSE op het vlak van de integratie een bijzondere taak is weggelegd. Volgens hem vertegenwoordigen zij een brede doorsnede van de kiezers; zij zijn hun spreekbuis, en het is via hen dat de kiezers participeren en het woord voeren. De parlementsleden zijn bij machte innoverende insteken uit te werken om de diversiteit dusdanig te beheren dat die aan zo veel mogelijk mensen ten goede komt. Daar staat tegenover dat die insteken ook het risico inhouden dat eventueel een menselijke tol moet worden betaald, en dat zij een bron van conflicten zijn.

Volgens de heer Vollebaek kunnen we van elkaar leren, ondanks de verschillen op het stuk van de context en de historische omstandigheden. Samen met zijn medewerkers heeft hij steeds gepleit voor de bevordering van de integratie op grond van respect voor de diversiteit en de bescherming van de rechten van de mens, met inbegrip van de rechten van de minderheden. De Hoog Commissaris voor nationale minderheden heeft steeds gestreefd naar een balans tussen de veiligheidsoverwegingen van de Staten en de belangen van de minderheden, teneinde hun identiteit en hun cultuur te behouden en te bevorderen, alsook tussen de noodzaak de territoriale integriteit in acht te doen nemen en de vereiste de etnisch-culturele diversiteit met democratische middelen te waarborgen.

De heer Vollebaek beklemtoont dat de bescherming van de rechten van de minderheden een voorafgaande voorwaarde is om de stabiliteit en de veiligheid in de samenleving te kunnen waarborgen.

Soms worden de meest gewelddadige conflicten veroorzaakt doordat bepaalde burgers hun moedertaal niet mogen spreken, of doordat hun cultuur niet wordt erkend en gerespecteerd. Dat zet een destructieve beweging in gang; de volgende stap is de betwisting van de legitimiteit van de Staat waarin die minderheden verblijven. Uiteindelijk komt het zover dat de slagkracht van die Staat om tegemoet te komen aan en rekening te houden met de noden van die minderheden, nog sterker wordt aangetast en uitgehoud.

De vertegenwoordigster voor migratie Kathleen Ferrier (Nederland) beklemtoont dat het hoog tijd is om maatregelen te nemen, gelet op de gebeurtenissen in de Arabische wereld waarbij talrijke mensen thans een toevlucht zoeken in de OVSE-lidstaten. Ze verklaart dat

États membres de l'OSCE. Elle a déclaré que les États membres de l'OSCE avaient le devoir d'être prêts à accueillir ces personnes de manière humaine.

La migration influence le développement de notre économie, le débat politique et l'essence de notre culture. En bref, la migration et l'intégration restent un défi pour l'avenir de notre société.

Mme Ferrier déclare que, pour cette raison, les parlementaires de l'OSCE ont aussi le devoir vis-à-vis de leurs électeurs de mener une politique sérieuse en matière de migration et de ne pas se laisser emporter par ses conséquences et ses évolutions. La déclaration d'Oslo de l'AP OSCE considère la migration comme un phénomène ayant des effets positifs et négatifs: c'est pourquoi il est nécessaire d'utiliser une approche totale et équilibrée en la matière, tant dans les pays d'origine que dans les pays de destination. Afin d'assurer un trajet migratoire correct et digne, il est très important de réguler les flux migratoires, mais il est en même temps inopportun de qualifier les étrangers sans papiers d'illégaux, car personne ne naît illégal.

S'il y a déjà un aspect qui a changé en matière de flux migratoires au cours de la dernière décennie, c'est le fait que les personnes ne migrent plus vers un pays pour y habiter le reste de leur vie. Selon Mme Ferrier, souvent, les migrants rentrent dans leur pays d'origine, soit parce qu'ils y sont obligés en raison de la politique d'asile, soit parce qu'ils le souhaitent eux-mêmes.

Échange de vues

Mme Allegrini (Italie) se fait l'écho des déclarations du ministre des Affaires étrangères italien craignant un exode biblique de migrants venus de Libye si Muammar Kadhafi tombe, et juge impossible d'imaginer l'avenir en cas de chute du dirigeant libyen. Quand le régime libyen tombera on pourra s'attendre à une vague de 200 000 à 300 000 immigrés. Soit dix fois plus que le phénomène des Albanais dans les années 1990, estime-t-elle.

La sénatrice Marie Arena (Belgique, PS) veut apporter tout son soutien aux initiatives de la représentante spéciale pour les migrations et tient à critiquer le fait que les politiques mises en place par l'Union européenne pour la gestion des flux migratoires et des frontières ont été notamment sous-traitées à des pays tiers comme la Libye qui ne respectent pas la Convention de Genève.

de OVSE-lidstaten de plicht hebben klaar te staan om die mensen op een humane wijze op te vangen.

Migratie beïnvloedt de ontwikkeling van onze economie, het politieke debat en de essentie van onze cultuur. Kortom, migratie en integratie blijven een uitdaging voor de toekomst van onze samenleving.

Mevrouw Ferrier stelt dat daarom de OVSE-parlementsleden ten aanzien van hun kiezers ook de plicht hebben rond migratie een gedegen beleid te voeren en zich niet te laten meeslepen door de gevolgen en de evoluties ervan. In de Verklaring van Oslo van de PA OVSE wordt migratie als een fenomeen beschouwd met positieve en negatieve effecten, en daarom moet een uitgebalanceerde totaalaanpak terzake worden gehanteerd, zowel in de landen van herkomst als in de landen van bestemming. Om een correct en waardig migratietraject te waarborgen, is het van groot belang migratiestromen te reguleren, maar is het tegelijk on gepast vreemdelingen zonder papieren als illegalen te bestempelen, omdat niemand illegaal ter wereld komt.

Als er al een aspect inzake migratiestromen is dat in het laatste decennium veranderde, dan is het wel het feit dat mensen niet langer naar een land migreren om er de rest van hun leven te vertoeven. Vaak keren migranten terug naar het land van herkomst, soms omdat ze verplicht zijn door het asielbeleid, en soms omdat ze het zelf willen, aldus mevrouw Ferrier.

Gedachtewisseling

Mevrouw Allegrini (Italië) wijst erop dat de Italiaanse minister van Buitenlandse Zaken vreest voor een uittocht van Bijbelse omvang van Libische migranten, mocht Muammar Kadafi worden verdreven. Volgens haar kan men zich niet voorstellen hoe de toekomst er na de val van de Libische leider zal uitzien. Wanneer het Libische regime omver wordt geworpen, mag men een migrantenstroom van 200 000 tot 300 000 mensen verwachten. Dat zijn er volgens de spreker tienmaal meer dan bij de uittocht van de Albanezen in de jaren 90.

Senator Marie Arena (België, PS) zegt haar volstrekte steun toe aan de initiatieven van de speciale vertegenwoordigster voor migratie. Zij bekritiseert het feit dat het door de Europese Unie uitgestippelde beleid met het oog op het beheer van de migratiestromen en de grenzen meer bepaald in handen werd gegeven van derde landen zoals Libië, die het Verdrag van Genève niet in acht nemen.

En effet la politique européenne commune en matière d'asile et d'immigration, mise en place depuis la fin des années 90, est fondée d'une part sur un volet interne (droit d'asile, politique intérieure), d'autre part sur une "dimension externe" (politique de voisinage), qui consiste à monnayer l'aide apportée par l'Europe à certains pays tiers — pays de départ, ou pays de transit des populations qui migrent — contre leur collaboration en matière de contrôle des frontières.

La politique européenne de voisinage doit être observée d'un œil critique car il convient de dénoncer le non-respect des droits des migrants par certains pays, et ceci en violation flagrante avec la Convention de Genève. D'autre part l'UE mène une politique de codéveloppement avec les pays tiers qui n'est pas satisfaisante. Mme Arena propose à la représentante spéciale d'évaluer au sein de l'AP OSCE les politiques menées par l'UE en matière de voisinage et de co-développement.

Enfin, elle rappelle à sa collègue italienne que si l'Italie a peur d'une vague d'immigration, il convient de mentionner que la Belgique a par exemple accueilli il y a plusieurs décennies plus de 600 000 Italiens sur son territoire et que leur intégration s'est parfaitement déroulée.

Antonio Tapias (Espagne) déclare qu'il faut admettre que des gouvernements ont appuyé des dictatures à cause des ressources énergétiques et des menaces face à l'islamisme radical. Il estime qu'il faut repenser les politiques migratoires, promouvoir le dialogue interculturel, car l'immigration, comme l'a dit la représentante, est bénéfique pour nos sociétés. Il est rejoint par la députée canadienne Hedy Fry qui cite son pays en exemple pour avoir accueilli 250 000 immigrants en 2010.

Le délégué turc fait référence à des tentatives, dans plusieurs pays de l'OSCE, de restreindre la politique du regroupement familial pour les migrants.

La députée Daphné Dumery (Belgique, N-VA) souhaite inscrire dans un cadre plus large les conséquences de l'immigration dans les pays de destination. Si l'on n'a pas la possibilité de gérer les flux migratoires de manière efficace, la société courra des risques. Il est dès lors nécessaire de mener une politique à double objectif en matière d'immigration. D'une part, le pays de destination doit octroyer aux migrants des droits clairs et valables pour tous (principe d'égalité et de non-discrimination). D'autre part, on peut attendre du migrant qu'il/elle s'intègre et qu'il/elle apprenne la langue de la société, par exemple par le biais de cours d'intégration.

Het communautaire Europese asiel- en migratiebeleid dat sinds eind de jaren '90 wordt gevoerd, heeft immers zowel een intern aspect (het is gestoeld op het asielrecht en op het binnenlands beleid), als een extern aspect (nabuurschapbeleid), dat inhoudt dat Europa de steun aan bepaalde derde landen financiert — landen van herkomst, of transitlanden van migrerende burgers —, in ruil voor hun participatie aan de grenscontrole.

Het Europese nabuurschapbeleid moet kritisch worden bekeken; in dat verband moet er worden op gewezen dat bepaalde landen de rechten van migranten niet in acht nemen, wat een flagrante schending is van het Verdrag van Genève. Bovendien is het EU-medeontwikkelingsbeleid met de derde landen ondermaats. Mevrouw Arena stelt de speciale vertegenwoordigster voor in de PA OVSE het EU-beleid inzake nabuurschap en medeontwikkeling te evalueren.

Ten slotte gaat de spreekster in op de vrees van Italië voor een migratiegolf. Zij wijst er de Italiaanse minister op dat België een paar decennia geleden meer dan 600 000 Italianen op zijn grondgebied heeft toegelaten, en dat hun integratie perfect is verlopen.

De heer Antonio Tapias (Spanje) geeft aan dat men moet toegeven dat de regeringen dictaturen hebben gesteund omdat zij over energiebronnen beschikken, en door de dreiging die van de radicale moslimbewegingen uitgaat. Volgens hem moet men het migratiebeleid herijken en de interculturele dialoog aanwakkeren, omdat immigratie, zoals de speciale vertegenwoordigster aangeeft, een weldaad is voor de samenleving. Canadees volksvertegenwoordigster Hedy Fry valt de vorige spreker bij; zij wijst erop dat haar land in 2010 250 000 migranten heeft opgevangen.

De Turkse afgevaardigde wijst erop dat een aantal OVSE-landen pogingen hebben ondernomen om het gezinsherenigingbeleid voor migranten in te perken.

Kamerlid Daphné Dumery (België, N-VA) wenst de consequenties van immigratie in de landen van bestemming in een breder kader te plaatsen. Als men niet de mogelijkheid heeft om de migratiestromen efficiënt te beheren, dreigt gevaar voor de samenleving. Daarom moet een tweesporen migratiebeleid worden gevoerd. Aan de ene kant moeten migranten in het land van bestemming rechten hebben die klaar en duidelijk zijn en die voor iedereen gelden (principe van gelijkheid en non-discriminatie). Aan de andere kant mag van de migrant worden verwacht dat hij/zij zich integreert, door bijvoorbeeld via inburgeringcursussen de taal van de samenleving te leren.

Le sénateur Gérard Deprez (Belgique, MR) s'est félicité du rapport réaliste et humaniste présenté par la représentante spéciale. Il estime qu'il est de notre responsabilité et celle de l'OSCE de préparer nos populations vieillissantes en Europe occidentale à comprendre mieux le phénomène migratoire, face à des millions de jeunes sans emploi de l'autre côté de la Méditerranée. Il estime indispensable de conclure de nouveaux accords bilatéraux avec les pays d'origine et de ne pas confier la politique aux frontières extérieures de l'Union à l'agence Frontex uniquement. D'autre part, il faut que l'UE puisse alléger la charge migratoire qui s'abat sur les pays en première ligne sur le pourtour nord de la Méditerranée.

Enfin, l'intégration doit pouvoir se faire sur la base de bonnes pratiques que les pays européens ont mises en place et qui consistent à favoriser la connaissance de la langue du pays et à mener des politiques qui empêchent les discriminations à l'égard des personnes étrangères.

2. Débat sur la situation dans le monde arabe

M. Alcee Hastings, représentant spécial de l'AP OSCE pour la Méditerranée, estime que l'OSCE doit apporter une aide proactive aux pays méditerranéens qui se trouvent dans une phase de transition vers la démocratie. M. Alcee Hastings rend hommage aux citoyens de Tunisie, d'Égypte et d'autres États du monde arabe. Des temps incertains s'annoncent, mais en même temps, une ouverture est créée vers la démocratie. L'AP OSCE peut, dans ce processus de démocratisation, fournir une assistance lors des observations électorales et de la construction de l'État de droit démocratique. Alcee Hastings demande à la présidence lettonne de l'OSCE d'élaborer des propositions concrètes offrant une réponse à la situation incertaine en ce qui concerne l'aide alimentaire et la production énergétique. L'OSCE doit veiller à ce que la population participe entièrement aux réformes en cours. L'objectif est de mettre sur pied une société pluraliste encourageant les réformes économiques et la liberté des médias.

Cette introduction est suivie d'un débat avec vingt-cinq interventions.

Selon M. François-Xavier de Donnea, président de la délégation belge à l'AP OSCE, trois facteurs participent aux révolutions dans le monde arabe. Le taux de chômage élevé parmi les jeunes, la pénurie alimentaire et la hausse des prix alimentaires et la croissance démographique sans précédent sont trois problèmes

Senator Gérard Deprez (België, MR) is ingenomen met de realistische en humane inslag van het verslag van de speciale vertegenwoordigster. Volgens hem is het onze verantwoordelijkheid én die van de OVSE de in West-Europa vergrijzende bevolking voor te bereiden op een beter begrip van het migratieverschijnsel, aangezien miljoenen jongeren aan de overzijde van de Middellandse Zee werkloos zijn. Hij meent dat we er niet onderuit kunnen nieuwe bilaterale overeenkomsten te sluiten met de landen van herkomst, en dat we het EU-buitengrenzenbeleid niet louter aan het Frontex-agentschap mogen overlaten. Voorts moet de EU de noordelijke oeverstaten van de Middellandse Zee ontlasten, aangezien de migranten daar het eerst terechtkomen.

Ten slotte moet de integratie gestoeld worden op *best practices* die de Europese landen hebben ingesteld; die bestaan erin de kennis van de landstaal te bevorderen, alsook een beleid te voeren dat discriminatie ten aanzien van de inwijkelingen voorkomt.

2. Debat over de toestand in de Arabische wereld

De heer Alcee Hastings, bijzonder vertegenwoordiger van de PA OVSE voor de Mediterraan aangelegenheden, meent dat de OVSE op proactieve wijze de Mediterraan landen, die zich in een overgangsfase naar democratie bevinden, moet bijstaan. De heer Alcee Hastings brengt hulde aan de burgers in Tunesië, Egypte en andere Staten van de Arabische wereld. Onzekere tijden kondigen zich aan, maar tegelijkertijd wordt een opening gecreëerd naar democratie. De PA OVSE kan in dit democratiseringsproces bijstand verlenen bij verkiezingswaarnemingen en de opbouw van de democratische rechtsstaat. Alcee Hastings formuleerde een oproep aan het Litouwse voorzitterschap van de OVSE om concrete voorstellen uit te werken die een antwoord bieden op de onzekere toestand met betrekking tot de voedselbedeling en energieproductie. De OVSE dient erover te waken dat de bevolking ten volle deelneemt aan de hervormingen die plaatsvinden. De doelstelling is de uitbouw van een pluralistische samenleving met stimuli voor economische hervormingen en een vrije media.

Na deze inleiding volgt een debat met vijftientig tussenkomsten.

Volgens de heer François-Xavier de Donnea, voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, liggen drie factoren mede aan de basis van de omwentelingen in de Arabische wereld. De hoge werkloosheid onder de jongeren, de voedselschaarste en stijgende voedselprijzen en de ongekende demografische groei zijn

qui appellent une solution pour lutter contre l'instabilité dans la région. L'OSCE peut intervenir en soutenant ces pays dans la lutte contre le chômage, en mettant à disposition des instruments de sa boîte à outils en matière de démocratie et en engageant un débat au sein de la commission "Économie" de l'assemblée parlementaire sur la politique à mener pour lutter contre la pénurie alimentaire.

Mme Marie Arena (Belgique, Sénat, PS) estime que les révolutions qui éclatent dans le monde arabe concernent à la fois le Nord, le Sud et le centre de l'OSCE. Il s'agit de la redistribution équitable de la richesse garantissant la dignité de l'individu. Nous ne pouvons plus soutenir de dictateurs qui violent les droits de l'homme. Aussi devons-nous tirer des leçons du passé, redéfinir la politique méditerranéenne de l'OSCE et soutenir la société démocratique libre et les réformes économiques, qui rapprochent les économies du Nord et du Sud.

Pour ce qui est de la déclaration de *M. Piet De Bruyn (Belgique, Sénat, N-VA)*, nous renvoyons à la déclaration jointe en annexe au présent rapport. En résumé, cela revient à dire que M. De Bruyn exprime l'espoir que l'OSCE joue un rôle important dans le processus de démocratisation des États arabes lorsque les gouvernements de transition y organiseront des élections libres. Les révolutions n'auraient pu y avoir lieu sans les réseaux sociaux et les médias. Il s'agit de promouvoir la liberté de la presse et l'accès à l'internet. L'OSCE est la seule plate-forme réunissant des États d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie centrale. Ces trois régions peuvent avoir un impact important sur l'avenir politique et socioéconomique du Moyen-Orient. Nous pouvons contribuer à une paix durable dans le monde arabe en partageant nos valeurs communes.

Plusieurs parlementaires attirent l'attention sur l'exode massif d'Afrique du Nord qui ne manquera pas de se produire. L'Italie, la Grèce, Malte et Chypre ne disposent pas de la capacité pour maîtriser ce flux.

La délégation lituanienne appelle l'OSCE à développer un "*partnership for human rights*" avec le monde arabe, par analogie avec le "*partnership for peace*" mis en place après la chute du Mur de Berlin.

Un membre de la délégation des États-Unis souligne que des élections libres ne garantissent pas toujours

drie problemen die een oplossing behoeven om de instabiliteit in de regio tegen te gaan. De OVSE kan ingrijpen door deze landen te ondersteunen in de strijd tegen de werkloosheid, door instrumenten van de OVSE *toolbox* inzake democratie aan te reiken en binnen de parlementaire assemblee in de commissie "Economie" een debat op gang te brengen over het beleid om de voedselschaarste te bestrijden.

Mevrouw Marie Arena (België, Senaat, PS) is van mening dat de omwentelingen in de Arabische wereld zowel het Noorden, het Zuiden als het centrum van de OVSE aangaan. Het gaat om de juiste herverdeling van de rijkdom die de waardigheid van het individu waarborgt. We kunnen niet langer dictators ondersteunen die de rechten van de mens geweld aandoen. We moeten daarom lessen trekken uit het verleden, het Middellandse Zeebeleid van de OVSE herdefiniëren en de vrije democratische maatschappij en economische hervormingen ondersteunen, die de economieën van het Noorden en het Zuiden dichter bij elkaar brengt.

Voor het statement van de heer *Piet De Bruyn (België, Senaat, N-VA)* verwijzen we naar de verklaring die als bijlage bij dit verslag wordt gevoegd. Samengevat, komt de verklaring erop neer dat de heer De Bruyn de hoop uitspreekt dat de OVSE een belangrijke rol zal spelen in het democratiseringsproces van de Arabische Staten wanneer de overgangsregeringen daar vrije verkiezingen organiseren. De omwentelingen waren niet mogelijk geweest zonder de sociale netwerksites en de media. Vrijheid van pers en toegang tot internet moeten aangemoedigd worden. De OVSE is het enige platform dat Staten omvat uit Europa, Noord Amerika en Centraal Azië. Deze drie regio's kunnen een grote impact hebben op de politieke, economische en sociale toekomst van het Midden Oosten. Door onze gemeenschappelijke waarden te delen kunnen we bijdragen tot een duurzame vrede in de Arabische wereld.

Meerdere parlementsleden wijzen op de massale exodus uit Noord Afrika die zich hoogstwaarschijnlijk zal aandienen. Italië, Griekenland, Malta en Cyprus beschikken niet over de capaciteit om deze toevloed te beheersen.

De delegatie van Litouwen roept de OVSE op met de Arabische wereld een "*partnership for human rights*" uit te bouwen, naar analogie met het "*partnership for peace*" dat werd uitgewerkt na de val van de Berlijnse muur.

Een lid van de delegatie van de Verenigde Staten wijst erop dat vrije verkiezingen niet altijd een behoorlijk

une bonne gouvernance démocratique mais que l'OSCE doit jouer un rôle à cet égard et joindre le geste à la parole.

Mme Kathleen Ferrier (Pays-Bas) propose que M. Alcee Hastings, représentant spécial de l'AP OSCE pour le bassin méditerranéen, donne des indications concrètes, au cours de la session d'été, sur le mandat pouvant être donné à l'OSCE afin que cette organisation puisse jouer un rôle significatif dans le monde arabe à la lumière des événements actuels.

M. Petros Efthymiou, président de l'AP OSCE, lit une déclaration entérinée par l'assemblée plénière par consensus. Dans cette déclaration, l'assemblée se déclare préoccupée par les conflits et par les violences observés dans les pays d'Afrique du Nord, ainsi que par la répression inadmissible du régime de Kadhafi en Libye. L'assemblée souscrit aux principes de la démocratie, de la liberté et des droits de l'homme partout dans le monde, ainsi qu'à la nécessité d'une évolution pacifique vers la démocratie. Conformément à l'Acte final d'Helsinki, l'AP OSCE promet solennellement de coopérer avec les Nations unies, l'Union européenne, la Ligue arabe et toutes les autres organisations internationales afin que des mesures effectives et proactives soient prises en vue de mettre fin aux violences et aux atrocités commises à l'encontre de la population civile, et de tendre la main aux réfugiés et aux victimes de cette crise.

3. Rapport de la représentante spéciale de l'AP OSCE pour l'égalité entre hommes et femmes

Mme Hedy Fry (Canada), représentante spéciale sur les questions de l'égalité entre les hommes et les femmes a exposé la réflexion menée dans son pays sur les rapports entre les genres. "Il s'agit de promouvoir le concept que l'égalité et l'harmonie passent par des lois bien conçues, des politiques publiques efficaces et un processus rigoureux vers l'atteinte d'objectifs clairs et mesurables en matière d'équité, fondés sur les données valides et qui sont neutres au niveau du genre."

Les rapports de l'OSCE suggèrent que des améliorations pourraient être apportées à l'OSCE. Mme Fry espère dès lors que l'ensemble des acteurs de l'OSCE pourront réaliser le premier pas important vers l'égalité des genres au sein de l'organisation, en commençant par ses institutions, et ainsi montrer l'exemple aux échelons supérieurs. Ainsi, elle espère que des candidates compétentes pourront être désignées à des postes de direction dans les bureaux locaux et d'autres secrétariats.

democratisch bestuur waarborgen, maar de OVSE heeft op dit domein een rol te spelen en moet de daad bij het woord voegen.

Mevrouw Kathleen Ferrier (Nederland) stelt voor dat de speciale vertegenwoordiger van de PA OVSE voor het Middellandse Zeebekken, *Alcee Hastings*, tijdens de zomersessie concreet aanwijzingen aangeeft over het mandaat dat aan de OVSE kan worden toegewezen om, in het licht van de actuele gebeurtenissen, een betekenisvolle rol te kunnen spelen in de Arabische wereld.

De voorzitter van de PA OVSE, Petros Efthymiou, leest een verklaring voor die door de plenaire vergadering bij consensus wordt bekrachtigd. In de verklaring verklaart de assemblee zich bezorgd om de conflicten en het geweld in de Staten van Noord Afrika, evenals om de onaanvaardbare repressie van het regime van Gaddafi in Libië. De assemblee ondersteunt de beginselen van democratie, vrijheid en mensenrechten waar ook ter wereld, alsook de noodzaak van een vreedzame evolutie naar democratie. In overeenstemming met de Finale Akte van Helsinki, belooft de PA OVSE plechtig samen te werken met de Verenigde Naties, de Europese Unie, de Arabische Liga en alle andere internationale organisaties, zodat effectieve en proactieve maatregelen worden aangenomen om het geweld en de wrede daden ten aanzien van de burgerbevolking een halt toe te roepen en om de vluchtelingen en de slachtoffers van deze crisis een hand te reiken.

3. Verslag van de speciale vertegenwoordiger van de PA OVSE voor gendergelijkheid

Mevrouw Hedy Fry (Canada), speciaal vertegenwoordigster voor de ongelijkheid van mannen en vrouwen, licht toe hoe men in haar land denkt over de betrekkingen tussen mannen en vrouwen. Volgens haar ligt het in de bedoeling de denkwijze te bevorderen dat gelijkheid en harmonie tot stand komen via weldoordachte wetgeving, efficiënt overheidsbeleid en een nauwgezet opgevolgd proces met duidelijke en inzake billijkheid meetbare doelstellingen, die gestoeld zijn op geldige en genderneutrale gegevens.

Uit de OVSE-verslagen blijkt dat de OVSE op dat vlak voor verbetering vatbaar is. Mevrouw Fry hoopt dan ook dat alle OVSE-actoren de eerste belangrijke stap kunnen zetten naar gendergelijkheid binnen de organisatie, te beginnen met haar instellingen, en dat zij aldus het goede voorbeeld zullen geven voor de hogere echelons. In dat opzicht hoopt de spreekster dat bekwame vrouwelijke kandidaten zullen worden aangewezen voor leidinggevende functies in de lokale kantoren en andere secretariaten.

À cette fin, Hedy Fry suggère de former un groupe informel de délégués qu'intéresse l'égalité entre les hommes et les femmes, afin de développer un réseau de porte-parole des enjeux hommes-femmes au sein de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Entre chaque session annuelle, ce réseau pourrait discuter via téléconférence, pour proposer les sujets à mettre à l'ordre du jour du prochain atelier ou du déjeuner de travail consacré aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes ou pour identifier des candidats afin de pourvoir aux futurs postes vacants de l'OSCE.

Les comptes rendus de cette réunion peuvent être obtenus auprès du secrétariat de la délégation belge à l'OSCE de la Chambre — M. Roeland Jansoone, tél. 02/549.80.93, e-mail: roeland.jansoone@dekamer.be ou du secrétariat de la délégation belge à l'OSCE du Sénat — M. Thibaut Cardon de Lichtbuer, e-mail: tcdl@senate.be, tél. 02 501 74 24.

Daartoe stelt mevrouw Fry voor een informele groep van afgevaardigden op te richten voor de gelijkheid van mannen en vrouwen, teneinde een netwerk in te stellen dat de genderaangelegenheden in de Parlementaire Assemblee van de OVSE aankaart. Tussen elke jaarlijkse vergadering in zou dat netwerk een teleconferentie kunnen houden, om onderwerpen aan te dragen die op de agenda kunnen worden geplaatst van de volgende werkvergadering of werklunch over de gelijkheid van mannen en vrouwen. Voorts zouden bij die gelegenheid ook kandidaten naar voren kunnen worden geschoven om de in toekomst vacante functies in de OVSE in te vullen.

De referaten van deze bijeenkomst kunnen opgevraagd worden bij het Kamersecretariaat van de Belgische OVSE-delegatie: de heer Roeland Jansoone, tel. 02 549 80 93, e-mail: roeland.jansoone@dekamer.be of bij het Senaatssecretariaat van de Belgische OVSEdelegatie: de heer Thibaut Cardon de Lichtbuer, e-mail: tcdl@senate.be, tel. 02 501 74 24.

Annexe: Déclaration du Sénateur
Piet De Bruyn

Bijlage: Verklaring van Senator
Piet De Bruyn

Dear Chair,

Colleagues, Ladies and Gentlemen,

The past couple of weeks, we witnessed what may become one of the watershed moments in the relations between this organization, North Africa and the Middle East.

It's not the place nor the time to go into details on the causes of these revolutions and I will not make any judgments on the leaders of the past. History will decide their fate. But I do hope that, once order is restored, a democratic process of reconciliation and participation can take place.

Ladies and Gentlemen,

This organization, founded in 1973, acted as a platform where East and West could meet to foster human rights, democratization and the rule of law. I hope it will be given the opportunity to play an important role in the future of countries as Tunisia and Egypt. I would like to touch briefly upon certain topics, in which the OSCE could play an important role in the near future.

First of all, in the field of democratization and elections, the OSCE and its staff have an enormous amount of knowledge at its disposal. I hope that free and fair elections can be and will be installed in Tunisia and Egypt soon. If requested by the Tunisian and Egyptian provisional authorities, the OSCE could offer valuable assistance, as it does with its own member states. We should be realistic however, and we know that a transition to full democracy will not come overnight.

Secondly, this revolution would not have been possible without the existence of a free press and social media such as Facebook and Twitter. Freedom of press and access to the internet should be promoted at all times. Not only in Tunisia, Egypt or Libia but also among our member states.

Lastly, I would like to emphasize our role in the future foreign relations of both Tunisia and Egypt. We are all aware of the tense situation in the Middle East. The OSCE is the only platform which includes members from Europe, North America and Central-Asia, three regions which have an enormous impact on the future of the Middle East, politically, economically and socially. It is through our common values that we may continue to strive for a sustainable peace in the region.

Ladies and Gentlemen,

I'm sure that I have overlooked many important issues at stake. However, I hope that we, elected representatives of the people, can learn from what happened in Tunisia and Egypt.

I would like to thank you for your attention.